

L'IMPÉRIALISME

Si je le pouvais, j'annexerais les planètes.

Cecil Rhodes,

The Last Will and Testament of Cecil Rhodes,

1902

Hannah Arendt, Chap. V : « L'Emancipation politique de la bourgeoisie », in H. Arendt, *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, Paris : 2002, pp. 369-414. Première édition : 1952.

Entre 1884 et 1914, trois décennies séparent le XIXe siècle, qui s'acheva par la mêlée pour l'Afrique et par la naissance de mouvements annexionnistes comme le pangermanisme, et le XXe siècle, qui commença avec la Première Guerre mondiale. C'est le temps de l'impérialisme, accompagné d'un calme plat en Europe, et d'évolutions saisissantes en Afrique et en Asie¹. Il se dégage de certains aspects fondamentaux de cette période une telle similitude avec les phénomènes totalitaires du XXe siècle qu'on pourrait, non sans raison, y voir l'étape préparatoire des catastrophes à venir. D'un autre point de vue, son calme la place encore tout à fait dans le XXe siècle. Il est difficile de ne pas observer ce passé si proche de nous, et cependant étranger, avec le regard trop averti de ceux qui connaissent déjà la fin de l'histoire et savent qu'elle devait aboutir à une rupture quasi totale dans le flux ininterrompu de l'histoire occidentale telle que l'homme

¹ John Atkinson Hobson, *Imperialism*, 1905 et 1938, p. 19: « Bien qu'on ait décidé de ~ choisir, pour des raisons de commodité, l'année 1870 comme point de départ d'une politique consciente de l'impérialisme, il apparaîtra à tous que le mouvement n'a véritablement commencé qu'au milieu des années 80 [...] à partir de 1884 environ »

l'avait connue durant plus de deux millénaires. Mais nous devons également avouer une certaine nostalgie de ce qu'on peut encore appeler un « age d'or de la sécurité », d'un age, en tout cas, où l'horreur elle-même demeurait dans les limites d'une certaine modération et sous le contrôle de la respectabilité, et pouvait de ce fait relever d'un monde apparemment sain d'esprit. En d'autres termes, ce passé a beau être très proche de nous, nous sommes parfaitement conscients que notre expérience des camps de concentration et des usines de mort est aussi éloignée de son atmosphère générale qu'elle l'est de toute autre période de l'histoire occidentale. Pour l'Europe, l'événement majeur de l'ère impérialiste sur le plan de la politique intérieure fut l'émancipation politique de la bourgeoisie, jusque-là seule classe dans l'histoire à avoir obtenu la domination économique sans briguer l'autorité politique. La bourgeoisie s'était développée dans et en même temps que l'État nation, lequel régnait pour ainsi dire par définition sur et au-dessus d'une société de classes. Même quand la bourgeoisie se fut d'ores et déjà instituée en classe dirigeante, elle laissa à l'État toutes les décisions d'ordre politique. C'est seulement au moment où la structure de l'État nation se révéla impropre à permettre à l'économie capitaliste de poursuivre son expansion que l'État et la société passèrent du conflit latent à la guerre ouverte pour le pouvoir. Au cours de la période impérialiste, ni l'État ni la bourgeoisie ne l'emportèrent nettement. Les institutions nationales résistèrent bel et bien à la brutalité et à la mégalomanie des aspirations impérialistes, et les tentatives de la bourgeoisie de se servir de l'État et de ses instruments de violence à ses propres fins économiques ne réussirent jamais qu'à moitié. Les choses changèrent lorsque la bourgeoisie allemande décida de tout miser sur le mouvement hitlérien et chercha à gouverner avec l'appui de la populace, mais il était trop tard. La bourgeoisie avait certes réussi à détruire l'État, mais c'était une victoire à la Pyrrhus: la populace se révéla parfaitement capable de régler les questions politiques toute seule, et elle liquida la bourgeoisie en même temps que toutes les autres classes et institutions.

1. L'EXPANSION ET L'ÉTAT-NATION

«L'expansion, tout est là», disait Cecil Rhodes, et il semblait dans le désespoir, car chaque nuit il voyait au-dessus de lui « ces étoiles [...] ces vastes mondes qui demeurent toujours hors d'atteinte. Si je le pouvais, j'annexerais les planètes² ». Il avait découvert le moteur de l'ère nouvelle, l'ère impérialiste: en moins de vingt ans, l'Empire britannique devait s'accroître de 12 millions de km² et de 66 millions d'habitants, la nation française gagnait 9 millions de km² et sa population 26 millions d'individus, les Allemands se taillaient un nouvel empire de 2,5 millions de km² et de 13 millions d'indigènes et la Belgique, grâce à son roi, hérita de 2,3 millions de km² et d'une population de 8,5 millions d'individus³. Pourtant le même Rhodes reconnaissait aussitôt dans une lueur de sagesse la folie inhérente à un tel principe, en totale contradiction avec la condition humaine. Naturellement, ni la clairvoyance ni la tristesse ne modifièrent sa ligne de conduite politique. Il n'avait que faire de ces lueurs de sagesse qui le transportaient à tant de lieues des facultés normales d'un homme d'affaires ambitieux, doté d'une forte tendance à la mégalomanie.

“Une politique mondiale est à la nation ce que la mégalomanie est à l'individu⁴”, disait Eugen Richter (leader du parti progressiste allemand) à peu près au même moment de l'histoire. Toutefois, en s'opposant au sein du Reichstag à la proposition de Bismarck

² Sarah Gertrude Milfin, Rhodes, 1933, p. 138.

³ Ces chiffres sont cités par Carlton J. H. Hayes, *A Generation of Materialism, 1871-1900*, 1941, p. 237, et recouvrent la période 1871-1900. Voir également John Atkinson Hobson, *Imperialism*, p. 19: “En quinze ans, l'Empire britannique s'est agrandi de quelque 6,75 millions de km², l'Allemagne de 1,8 million de km² et de 14 millions d'habitants, la France de 6,3 millions de km² et de 3 7 millions d'habitants».

⁴ Voir Ernst Hasse, «*Deutsche Weltpolitik*», *Flugschriften des alldeutschen Verbandes*, no 5, 1897, p. 1.

d'aider financièrement les compagnies privées à établir des comptoirs commerciaux et maritimes, Richter montra clairement qu'il était encore moins capable de comprendre les impératifs économiques d'une nation de son temps que Bismarck lui-même. Les hommes qui combattaient ou ignoraient l'impérialisme - tels Richter en Allemagne, Gladstone en Angleterre ou Clemenceau en France - semblaient avoir perdu tout contact avec la réalité et ne pas se rendre compte que les besoins du commerce et de l'industrie avaient d'ores et déjà impliqué toutes les nations dans la politique mondiale. Le principe national conduisait à une ignorance provinciale et la bataille livrée par la raison était perdue.

Modération et contusion d'esprit étaient les seules récompenses accordées aux hommes d'État qui s'entêtaient dans leur opposition à l'expansion impérialiste. Ainsi, en 1871, Bismarck refusa d'échanger l'Alsace-Lorraine contre certaines possessions françaises en Afrique, pour acheter l'île d'Helgoland à la Grande-Bretagne vingt ans plus tard, en échange de l'Ouganda, de Zanzibar et de l'île de Witu - deux royaumes pour une baignoire, comme le lui firent remarquer, non sans raison, les impérialistes allemands. Ainsi, dans les années 1880, Clemenceau s'opposa au parti impérialiste français qui voulait envoyer un corps expéditionnaire contre les forces britanniques d'Égypte, pour rendre, trente ans plus tard, les gisements de pétrole de Mossoul à l'Angleterre à seule fin de sauvegarder une alliance franco-britannique. Ainsi, Cromer dénonça la politique de Gladstone en Égypte comme celle d'un homme «à qui l'on ne pouvait confier sans dommage le sort de l'Empire britannique».

Pour ces hommes d'État qui raisonnaient essentiellement en termes de territoire national, il y avait évidemment toutes les raisons de se méfier de l'impérialisme, si l'on excepte qu'il ne se limitait pas à ce qu'ils appelaient des « aventures outre-mer». Par instinct plutôt que par clairvoyance, ils savaient que ce nouveau mouvement expansionniste, pour

qui «le gain [...] est la meilleure preuve de patriotisme» (Huebbe Schleiden) et le drapeau national une «carte commerciale» (Rhodes), ne pouvait que détruire le corps politique de l'État nation. L'esprit de conquête et la notion d'empire avaient l'un et l'autre été discrédités non sans raison. Seuls les avaient menés à bien les gouvernements qui, telle la République romaine, reposaient sur le principe de la loi, en sorte que la conquête pouvait se poursuivre par l'intégration des peuples les plus hétérogènes, auxquels était imposée une loi commune. En se fondant sur le consentement actif d'une population homogène à son gouvernement (*«le plébiscite de tous les jours*⁵»*), l'État nation, en revanche, se voyait privé de ce principe unificateur et, en cas de conquête, contraint d'assimiler au lieu d'intégrer, de faire respecter le consentement au lieu de la justice, c'est-à-dire de dégénérer en tyrannie. Robespierre en était déjà pleinement conscient lorsqu'il s'écriait: *«Périssent les colonies si elles nous en coûtent l'honneur, la liberté*»*. L'expansion en tant que but politique permanent et suprême est l'idée politique centrale de l'impérialisme. Parce qu'elle n'implique ni pillage temporaire ni, en cas de conquête, assimilation à long terme, c'est un concept entièrement neuf dans les annales de la pensée et de l'action politiques. La raison de cette surprenante originalité -surprenante parce que les concepts vraiment neufs sont très rares en politique - tient tout simplement à ce que ce concept n'a en réalité rien de politique, mais prend au contraire ses racines dans le domaine de la spéculation marchande, où l'expansion signifiait l'élargissement permanent de la production industrielle et des marchés économiques qui a caractérisé le XIXe siècle.

Dans les milieux économiques, le concept d'expansion était parfaitement adéquat puisque la croissance industrielle représentait une réalité effective. Expansion signifiait

⁵ Dans son essai classique *Qu'est-ce qu'une nation?*, 1882 [H. Arendt se réfère à l'édition anglaise, *The Poetry of the Celtic Races, and other Studies*, parue en 1896], Ernest Renan insistait sur le consentement véritable, le désir de vivre ensemble, la volonté de préserver dignement l'héritage intact

augmentation de la production existante de biens de consommation et d'usage. Les processus de production sont aussi illimités que la capacité de l'homme à produire pour le monde humain, à l'organiser, à le pourvoir et à l'améliorer. Lorsque la production et la croissance économique commencèrent à ralentir leur rythme, ce ne fut pas tant pour des motifs économiques que politiques, dans la mesure où une multitude de peuples constitués en corps politiques radicalement différents assuraient la production et s'en partageaient les fruits.

L'impérialisme naquit lorsque la classe dirigeante détentrice des instruments de production capitaliste s'insurgea contre les limitations nationales imposées à son expansion économique. C'est par nécessité économique que la bourgeoisie s'est tournée vers la politique: en effet, comme elle refusait de renoncer au système capitaliste - dont la loi implique structurellement une croissance économique constante -, il lui fallut imposer cette loi à ses gouvernements et faire reconnaître l'expansion comme but final de la politique étrangère.

Avec pour mot d'ordre «l'expansion pour l'expansion», la bourgeoisie s'efforça - et elle y parvint en partie - de convaincre ses gouvernements nationaux d'entrer sur la voie de la politique mondiale. La nouvelle politique qu'ils proposaient sembla un moment trouver d'elle-même ses limites et son équilibre naturels, plusieurs nations abordant l'expansion en même temps et dans un même esprit de concurrence. À ses débuts, l'impérialisme pouvait encore se définir comme la lutte d'« empires rivaux», et se distinguer de l'«idée d'empire [qui], dans le monde antique et médiéval, impliquait l'existence d'une fédération d'États, sous la domination d'une hégémonie et couvrant [...] la totalité du monde connu⁶». Cet esprit de compétition n'était pourtant que l'un des nombreux vestiges d'une ère révolue, une concession au principe national qui prévalait encore et selon lequel

qui a été transmis», comme principaux éléments qui maintiennent la cohésion des membres d'un même peuple de manière telle qu'ils forment une nation.

6. *John Atkinson Hobson, Imperialism.*

l'humanité se présente comme une famille de nations faisant assaut de mérite, ou à la croyance libérale selon laquelle la concurrence se donnerait d'elle-même ses propres limites stabilisatrices et prédéterminées avant que l'un des concurrents ait liquidé tous les autres. Néanmoins, cet heureux équilibre ne fut guère l'aboutissement inévitable de mystérieuses lois économiques mais il s'appuya lourdement sur des institutions politiques, et davantage encore sur des institutions policières destinées à empêcher les concurrents d'user de revolvers. Que la compétition entre des intérêts marchands armés jusqu'aux dents - des «empires» - puisse se terminer autrement que par la victoire de l'un et la mort des autres, voilà qui est difficile à comprendre. Autrement dit pas plus que l'expansion, la compétition n'est un principe politique, et elle ne peut se passer du pouvoir politique, nécessaire aux fins de contrôle et de contrainte.

À la différence de la structure économique, la structure politique ne peut pas s'étendre à l'infini parce qu'elle ne se fonde pas sur la productivité de l'homme qui, elle, est illimitée. De toutes les formes de gouvernement et d'organisation des gens, l'État nation est la moins favorable à une croissance illimitée, car le consentement authentique sur lequel il repose ne peut se perpétuer indéfiniment: il ne s'obtient que rarement, et non sans peine, des peuples conquis. Aucun État nation ne pourrait songer à conquérir en toute conscience des peuples étrangers, puisqu'une telle conscience suppose que la nation conquérante ait la conviction d'imposer une loi supérieure à des barbares⁷. Or la nation considèrerait sa loi comme l'émanation d'une substance nationale unique, sans validité au-delà de son propre peuple et des frontières de son propre territoire. Partout où l'État nation s'est posé en conquérant, il a fait naître une conscience nationale et un désir de

⁷ Cette mauvaise conscience née de la croyance au consentement comme base de toute organisation politique est parfaitement décrite par Harold Nicolson, Curzon: The Last Phase 1919-1925, 1934, dans son analyse de la politique britannique en Egypte: «La justification de notre présence en Egypte demeure fondée, non pas sur le droit acceptable de conquête, ou sur la force, mais sur notre propre croyance au principe du consentement. Ce principe, en 1919, n'existait sous aucune forme précise. Il a été remis en question de façon dramatique en Egypte par les violents événements de mars 1919».

souveraineté chez les peuples conquis, ruinant par là toute tentative authentique de créer un empire. Ainsi la France incorpora-t-elle l'Algérie comme un département de la métropole sans pour autant imposer ses propres lois à une population arabe. Bien au contraire, elle continua à respecter la loi islamique et garantit à ses citoyens arabes un «statut particulier», créant un produit hybride totalement absurde, à savoir un territoire décrété français, juridiquement aussi français que le département de la Seine, mais dont les habitants n'étaient pas des citoyens français.

Les premiers «bâtisseurs d'empire» britanniques, qui plaçaient leur foi dans la conquête en tant que méthode de domination permanente, ne parvinrent jamais à embrigader leurs plus proches voisins, les Irlandais, dans la structure très étendue de l'Empire ou du Commonwealth britanniques; mais quand, après la dernière guerre, l'Irlande s'est vu accorder le statut de dominion et qu'elle a été accueillie comme membre à part entière au sein du Commonwealth, l'échec, pour être moins manifeste, demeura cependant tout aussi réel. Ce pays, à la fois «possession» la plus ancienne et dominion le plus récent, a dénoncé unilatéralement son statut de dominion (en 1937) et rompu tous ses liens avec la nation anglaise lorsqu'il a refusé d'entrer en guerre à ses côtés. Cette politique de conquête permanente de l'Angleterre, qui « échoua simplement à détruire» l'Irlande (Chesterton), n'avait pas tant éveillé le «génie de l'impérialisme qui sommeillait⁸» en elle que fait naître un esprit de résistance nationale chez les Irlandais.

La structure nationale du Royaume-Uni avait rendu impossibles l'assimilation et l'incorporation rapides des peuples conquis; le Commonwealth britannique ne fut jamais une « République de nations », mais l'héritier du Royaume-Uni, *une* nation disséminée

⁸ Cette mauvaise conscience née de la croyance au consentement comme base de toute organisation politique est parfaitement décrite par Harold Nicolson, Curzon: The Last Phase 1919-1925, 1934, dans son analyse de la politique britannique en Egypte: «La justification de notre présence en Egypte demeure fondée, non pas sur le droit acceptable de conquête, ou sur la force, mais sur notre propre croyance au principe du consentement. Ce principe, en 1919, n'existait sous aucune forme précise. Il a été remis en question de façon dramatique en Egypte par les violents événements de mars 1919».

dans le monde entier. Du fait de cette dissémination et de la colonisation, la structure politique ne fut pas développée mais transplantée; les membres de ce nouveau corps fédéré demeurèrent par conséquent étroitement liés à leur mère patrie commune car ils partageaient un même passé et une même loi. L'exemple irlandais prouve combien le Royaume-Uni était peu apte à élaborer une structure d'empire dans laquelle une multitude de peuples différents pussent vivre ensemble harmonieusement⁹. La nation anglaise se révéla experte, non à pratiquer l'art des bâtisseurs d'empire romains, mais bien à suivre le modèle de la colonisation grecque. Au lieu de conquérir et de doter de leur propre loi des peuples étrangers, les colons anglais s'installèrent dans des territoires fraîchement conquis aux quatre coins du monde, tout en demeurant membres de la même nation britannique¹⁰. Reste à savoir si la structure fédérée du Commonwealth,

⁹ *Pourquoi les Tudors ne réussirent-ils pas, au début du développement national, à incorporer l'Irlande à la Grande-Bretagne de la même manière que les Valois avaient réussi à incorporer la Bretagne et la Bourgogne à la France, voilà qui demeure une énigme. Il se peut toutefois qu'un processus similaire se soit vu brutalement interrompu par le gouvernement Cromwell, qui considérait l'Irlande comme un gros gâteau à partager entre ses tenants. Quoi qu'il en soit, après la révolution de Cromwell, qui eut pour la constitution de la nation britannique une importance aussi cruciale que la Révolution française pour les Français, le Royaume-Uni avait déjà atteint le stade de maturité qui s'accompagne toujours de la perte de cette force d'assimilation et d'intégration que le corps politique de la nation ne possède que dans sa phase initiale. La suite ne fut plus, au fond, que la longue et triste histoire d'une «coercition græc à laquelle il n'était pas indispensable que le peuple pût vivre en paix, mais qu'il put mourir en paix» (Gilbert E Chesterton, The Crimes of England, p. 60). Pour avoir un aperçu historique de la question irlandaise qui rende également compte des événements récents, on pourra comparer avec l'excellente et impartiale étude faite par Mcholas Mansergh, (Britain and Ireland, 1942).*

¹⁰ La déclaration que fit James Anthony Froude peu avant le début de l'ère impérialiste est tout à fait caractéristique: «Qu'il soit bien entendu une fois pour toutes que l'Anglais qui émigrerait au Canada, au Cap, en Australie ou encore en Nouvelle-Zélande n'était pas déchu de sa nationalité, qu'il restait toujours sur le sol anglais ni plus ni moins que s'il s'était trouvé dans le Devonshire ou dans le Yorkshire, et qu'il demeurerait citoyen anglais aussi longtemps que durerait l'Empire britannique; et si nous dépensions le quart des sommes qui ont été englouties dans les marais de Balaclava à envoyer s'établir dans ces colonies 2 millions de nos concitoyens, cela contribuerait bien plus à développer la force essentielle du pays que toutes les guerres dans lesquelles nous nous sommes englués, d' Azincourt

admirablement construite sur la réalité d'une nation dispersée sur toute la terre, sera assez souple pour équilibrer les difficultés inhérentes à une nation qui bâtit un empire, et pour accueillir indéfiniment des peuples non britanniques en tant que «partenaires à part entière» du Commonwealth. L'actuel statut de dominion de l'Inde - statut que, pendant la guerre, les nationalistes indiens ont d'ailleurs carrément refusé - a souvent été considéré comme une solution temporaire et transitoire¹¹.

La contradiction interne entre le corps politique de la nation et la conquête considérée comme un moyen politique est devenue manifeste depuis l'échec du rêve napoléonien. C'est à cause de cette expérience, et non en vertu de considérations humanitaires, que la conquête a depuis lors été condamnée et n'a joué qu'un rôle mineur dans le règlement des conflits de frontières. L'incapacité de Napoléon à réaliser l'unité de l'Europe sous le drapeau français indiqua clairement que toute conquête menée par une nation conduisait soit à un éveil de la conscience nationale chez les peuples conquis, donc à leur rébellion contre le conquérant, soit à la tyrannie. Et bien que la tyrannie, parce qu'elle n'a pas besoin du consentement, puisse régner avec succès sur des peuples étrangers, elle ne peut se maintenir au pouvoir qu'à condition de préalablement détruire les institutions nationales de son propre peuple.

À la différence des Britanniques et de toutes les autres nations européennes, les Français ont réellement essayé, dans un passé récent, de combiner le *jus* et l'*imperium*, et de bâtir un empire dans la tradition de la Rome antique. Eux seuls ont au moins tenté de

à Waterloo.» Extrait de Robert Livingston Schuyler, *The Fall of the Old Colonial System, 1945*, p. 280-281.

¹¹ Jan Disselboorn, le célèbre écrivain sud africain, a exprimé sans équivoque possible l'attitude des peuples du Commonwealth sur cette question: «La GrandeBretagne ne saurait être un partenaire à part entière (que de) ceux qui sont issus de la même souche étroitement alliée [...]. Les parties de l'Empire qui ne sont pas habitées par des races dont on puisse dire cela, n'ont jamais été des partenaires à part entière. Elles ont toujours été la propriété privée du partenaire dominant [...]. Vous pouvez avoir le dominion blanc, ou bien le dominion de l'Inde, mais vous ne sauriez avoir les deux.» (Al. Carhill, *The Lost Dominion*, 1924.)

transformer le corps politique de la nation en une structure politique d'empire, et ont cru que «la nation française était en marche [...] pour répandre les bienfaits de la civilisation française»; ils ont eu le désir d'assimiler leurs colonies au corps national en traitant les peuples conquis «à la fois [...] en frères et [...] en sujets - frères en tant qu'unis par la fraternité d'une civilisation française commune, et sujets dans le sens où ces peuples sont les disciples du rayonnement de la France et les partisans de son commandement¹² ». Cela se réalisa en partie lorsque des députés de couleur purent siéger au Parlement français et que l'Algérie fut déclarée département français.

Cette entreprise audacieuse devait aboutir à une exploitation particulièrement brutale des colonies au nom de la nation. Au mépris de toutes les théories, on évaluait en réalité l'Empire français en fonction de la défense nationale¹³, et les colonies étaient considérées comme des terres à soldats susceptibles de fournir *une force noire** capable de protéger les habitants de la France contre les ennemis de leur nation. La fameuse phrase prononcée par Poincaré en 1923: «La France n'est pas un pays de 40 millions d'habitants; c'est un pays de 100 millions d'habitants », annonçait purement et simplement la découverte d'une « forme économique de chair à canon, produite selon des méthodes de fabrication en série¹⁴ ». Quand, lors de la conférence sur la paix de 1918, Clemenceau insista sur le fait qu'il ne désirait rien d'autre qu'« un droit illimité à lever des troupes noires destinées à contribuer à la défense du territoire français en

¹² Ernest Barker, *Ideas and Ideals of the British Empire*, 1941, p. 4. Voir également les excellentes remarques introductives à l'analyse des fondements de l'Empire français dans *The French Colonial Empire* (Information Department Papers, n° 25 publiés par le Royal Institute of International Affairs, 1941), p. 9 et suiv. «Le but est d'assimiler les peuples des colonies au peuple français, ou bien, quand la chose n'est pas possible, dans le cas de communautés plus primitives, de les "associer" de telle sorte que la différence entre la France métropole et la France d'outre-mer tende à devenir de plus en plus une différence géographique et non une différence fondamentale. »

¹³ Voir Gabriel Hanotaux, «Le Général Mangin», *Revue des Deux Mondes*, 1925 t. 27.

¹⁴ W. P. Crozier, «*France and her "Black Empire"*», *New Republic*, 23 janvier 1924.

Europe si la France venait à être attaquée par l'Allemagne¹⁵ » il ne protégeait pas la nation française contre une agression allemande, comme nous sommes malheureusement désormais en mesure de le savoir, bien que son plan ait été mené à bien par l'Etat major, mais il portait un coup fatal à l'existence, jusque là encore concevable, d'un Empire français¹⁶. Face à ce nationalisme désespérément aveugle, les impérialistes britanniques qui acceptaient le compromis du système du mandat faisaient figure de gardiens de l'autodétermination des peuples. Et cela, bien qu'ils eussent fait d'emblée un mauvais usage du système du mandat en pratiquant le "gouvernement indirect", méthode qui permet à l'administration de gouverner un peuple "non pas directement mais par le biais de ses propres autorités locales et tribales"¹⁷. Les Britanniques tentèrent d'échapper à la dangereuse incohérence, inhérente à l'effort

¹⁵ *David Lloyd George, Memoirs of the Peace Conference, 1939, I, p. 362 et suiv.*

¹⁶ Les Pays-Bas tentèrent d'exercer la même exploitation brutale de leurs colonies des Indes néerlandaises au nom de la nation après que la défaite de Napoléon les eut restituées à une métropole hollandaise considérablement appauvrie. Contraints de devenir agriculteurs contre leur gré, les indigènes se virent ainsi réduits en esclavage au profit du gouvernement hollandais. Le Max Havelaar, de Multatuli, publié pour la première fois dans les années 1860, visait le gouvernement local et non pas les services étrangers. (Voir Arnold D.A. de Kat Angelino, *Colonial Policy*, vol.II: *The Dutch East Indies*, 1931, p.45). Ce système devait bientôt être abandonné et les Indes néerlandaises devinrent pour un temps objet de "l'admiration de toutes les nations colonisatrices" (Sir Hesketh Bell, ancien gouverneur de l'Ouganda, du Nigéria du Nord, etc., *Foreign Colonial Administration in the far East*, 1928, 1re partie). Les méthodes hollandaises ressemblent beaucoup aux méthodes françaises: garantie d'un statut européen pour les indigènes dociles, introduction d'un système scolaire à l'européenne et autres procédés d'assimilation progressive. De ce fait, les Hollandais obtinrent le même résultat: la naissance d'un fort mouvement d'indépendance nationale chez les peuples assujettis. Dans cette étude, les impérialismes hollandais et belge ont tous deux été négligés. Le premier est un curieux mélange oscillant entre les méthodes françaises et les méthodes anglaises; le second est l'histoire non pas du développement de la nation belge, ni même de celui de la bourgeoisie belge, mais du rôle personnel du roi des Belges, que nul gouvernement ne contrôlait et qui n'avait de liens avec aucune autre institution. Dans la forme, l'impérialisme belge et l'impérialisme hollandais sont tous deux atypiques. Au cours des années 1880, les Pays-Bas ne se sont pas agrandis, ils se sont contentés de consolider et de moderniser leurs vieilles colonies. Les atrocités sans pareilles commises au Congo belge donneraient par ailleurs une image par trop injuste de ce qui se passait en général dans les possessions d'outre-mer.

d'une nation pour se doter d'un empire, en laissant les peuples conquis livrés à eux-mêmes, tant qu'il s'agissait de culture, de religion et de droit, en demeurant à distance et en s'interdisant de répandre la loi et la culture britanniques. Cela n'empêcha pas les indigènes de s'éveiller à une conscience nationale et de revendiquer leur souveraineté et leur indépendance – bien que l'attitude britannique ait peut-être retardé quelque peu le processus. Mais cela a énormément conforté la nouvelle conscience impérialiste dans le sentiment d'une supériorité fondamentale, et non pas simplement temporaire, de l'homme sur l'homme, des races "supérieures" sur les races "inférieures". En retour, ce sentiment devait exacerber le lutte des peuples assujettis pour leur liberté et les rendre aveugles aux incontestables bienfaits de la domination britannique. En raison de cette distance observée par des administrateurs qui, "malgré leur sincère respect pour les indigènes en tant que peuple, et même dans certains cas leur amour pour eux (...) comme pour des êtres presque humains, ne pensent pas qu'ils sont ou qu'ils seront un jour capable de se gouverner eux-mêmes sans surveillance"¹⁸, les indigènes ne pouvaient en conclure qu'une chose: c'est qu'on les excluait et qu'on les séparait à tout jamais du reste de l'humanité.

Impérialisme ne signifie pas construction d'un empire, et expansion ne signifie pas conquête. Les conquérants britanniques, ces vieux "briseurs de lois en Inde" (Burke), avaient peu de choses en commun avec les exportateurs de devises britanniques ou les administrateurs des peuples de l'Inde. Si ces derniers s'étaient mis à faire des lois au lieu d'appliquer des décrets, ils auraient pu devenir des bâtisseurs d'empire. Quoi qu'il en soit, la nation anglaise n'en avait cure et ne les aurait guère soutenus. De fait, les spéculateurs animés par l'esprit impérialiste étaient secondés par des fonctionnaires qui voulaient que "l'Africain reste Africain", cependant qu'une certaine minorité d'hommes qui ne s'étaient pas encore défaits de ce que Harold Nicolson devait appeler

¹⁷ Ernest Barker, *Ideas and Ideals of the British Empire*, p.69.

leurs “idéaux de jeunesse”¹⁹ voulaient aider l’Africain à “devenir un meilleur Africain”²⁰ – quoi que cela pût signifier. Ils n’étaient en aucun cas “disposés à appliquer le système administratif et politique de leur propre pays au gouvernement de population arriérées”²¹, ni à rattacher les vastes colonies de la Couronne britannique à la nation anglaise.

A la différence des authentiques structures d’empire où les institutions de la métropole sont diversement intégrées dans l’empire, l’impérialisme présente cette caractéristique que les institutions nationales y demeurent distinctes de l’administration coloniale, tout en ayant le pouvoir d’exercer un contrôle sur celle-ci. En réalité, la motivation de cette séparation consistait en un curieux mélange d’arrogance et de respect: l’arrogance toute nouvelle des administrateurs allant affronter au loin des “populations arriérées” des “races inférieures”, avait pour corrélat le respect suranné des hommes d’Etat qui, demeurés au pays, étaient fermement convaincus qu’aucune nation n’avait le droit d’imposer sa loi à un peuple étranger. L’arrogance était tout naturellement vouée à s’ériger en mode de gouvernement, tandis que le respect, qui demeurait, lui, totalement négatif, donc incapable d’engendrer le nouveau modèle nécessaire à des peuples appelés à vivre ensemble, ne parvenait qu’à contenir l’impitoyable et despotique administration impérialiste au moyen de décrets. C’est à cette salutaire modération exercée par les institutions nationales et leurs responsables politiques que nous devons les seuls bienfaits qu’il ait été donné aux peuples non européens, malgré tout, de tirer de la domination occidentale. Mais l’administration coloniale n’a jamais cessé de protester contre l’ingérence de la «majorité non avertie» - la nation - qui essayait de faire pression

¹⁸ Selwyn James, *South of the Congo*, 1943, p.326.

¹⁹ A propos de ces idéaux de jeunesse et de leur rôle dans l’impérialisme britannique, voir chap. VII. La manière dont ils étaient encouragés et exploités est décrite dans le roman de Kipling intitulé *Stalky and Company*, 1899.

²⁰ Ernest Barker, *Ideas and Ideals of the British Empire*, p.150.

²¹ Lord Cromer, “The Government of Subject Races”, *Edinburgh Review*, janvier 1908.

sur la «minorité avertie» - les administrateurs impérialistes - «dans la voie de l'imitation²²», autrement dit, dans la voie d'un gouvernement calqué sur les modèles de justice et de liberté en vigueur dans la métropole.

Qu'un mouvement d'expansion pour l'expansion se soit développé dans des États nations qui étaient, plus que tout autre corps politique, définis par des frontières et des limitations à toute conquête possible, voilà bien un exemple de ces écarts apparemment absurdes entre cause et effet qui sont devenus la marque de l'histoire moderne. L'extrême confusion qui règne dans la terminologie historique moderne n'est qu'un sous-produit de ces disparités. En dressant des comparaisons avec les Empires de l'Antiquité, en confondant expansion et conquête, en négligeant la différence entre Commonwealth et Empire (que les historiens pré-impérialistes ont appelée différence entre plantations et possessions, ou colonies et dépendances, ou encore, un peu plus tard, entre colonialisme et impérialisme²³), autrement dit en négligeant la différence entre exportation de population (britannique) et exportation de capitaux (britanniques)²⁴, les historiens se sont efforcés de passer sous silence ce fait gênant: bon nombre des

²² Ibid.

²³ *Le premier érudit à avoir utilisé le terme d'impérialisme pour distinguer clairement entre l'«Empire» et le «Commonwealth» fut John. A. Hobson. Mais la différence fondamentale entre les deux avait toujours été bien connue. Le principe de « liberté coloniale», par exemple, cher à tous les hommes d'Etat libéraux de Grande-Bretagne d'après la Révolution américaine, ne resta en vigueur que dans la mesure où la colonie était «constituée de Britanniques ou [...] d'un pourcentage de population britannique permettant d'introduire sans risques des institutions représentatives». Voir Robert Livingston Schuyler, The Fall of the Old Colonial System, p. 236 et suiv. Au XIXe siècle, il faut distinguer trois types de territoires d'outre-mer à l'intérieur de l'Empire britannique: les terres de peuplement, plantations ou colonies, comme l'Australie et autres dominions; les comptoirs commerciaux et possessions, comme l'Inde, enfin les bases militaires, comme le cap de Bonne-Espérance, mises en place dans le but de protéger les premiers. Toutes ces possessions virent leur gouvernement et leur importance politique changer à l'ère de l'impérialisme*

²⁴ Ernest Barker, Ideas and Ideals of the British Empire.

événements importants de l'histoire contemporaine font penser à des souris qui auraient accouché de montagnes.

Devant le spectacle d'une poignée de capitalistes parcourant le globe, tels des prédateurs à la recherche de nouvelles possibilités d'investissement, flattant la soif de profit chez les bien trop riches, et l'instinct du jeu chez les bien trop pauvres, les historiens contemporains voudraient revêtir l'impérialisme de l'antique grandeur de Rome ou d'Alexandre le Grand, grandeur qui rendrait la suite des événements humainement plus tolérable. Le fossé entre la cause et l'effet a été révélé par la fameuse - et malheureusement juste - observation selon laquelle l'Empire britannique avait été conquis dans un moment d'inadvertance; cela est devenu cruellement manifeste à notre époque, où il aura fallu une guerre mondiale pour se débarrasser d'un Hitler, phénomène d'autant plus honteux qu'il est aussi comique. L'affaire Dreyfus avait déjà révélé quelque chose d'analogue quand la nation avait dû faire appel à ses meilleurs éléments pour mettre fin à une bagarre qui avait débuté comme une conspiration grotesque et s'était terminée en farce.

L'impérialisme doit sa seule grandeur à la défaite qu'il a infligée à la nation. L'aspect tragique de cette timide opposition ne vient pas de ce que de nombreux représentants de la nation aient pu être achetés par les nouveaux hommes d'affaires impérialistes; il y avait pire que la corruption, c'est que les incorruptibles fussent convaincus que l'unique voie pour mener une politique mondiale résidait dans l'impérialisme. Comme les nations avaient toutes réellement besoin de comptoirs maritimes et d'accès aux matières premières, ils en vinrent à croire qu'annexion et expansion allaient œuvrer au salut de la nation. Ils furent les premiers à commettre l'erreur de ne pas discerner la différence fondamentale entre les comptoirs commerciaux et maritimes jadis établis au nom du commerce, et la nouvelle politique d'expansion. Ils croyaient Cecil Rhodes quand il leur disait de «prendre conscience que vous ne pouvez pas vivre à moins d'entretenir un commerce avec le monde», « que votre commerce, c'est le monde, et que votre vie, c'est le

monde, non l'Angleterre», et qu'en conséquence ils devaient «régler ces questions d'expansion et de mainmise sur le monde²⁵». Sans le vouloir, parfois même sans le savoir, ils devinrent non seulement les complices de la politique impérialiste, mais aussi les premiers à être blâmés et dénoncés pour leur «impérialisme». Tel fut le cas de Clemenceau qui, parce qu'il se sentait si désespérément inquiet pour l'avenir de la nation française, devint «impérialiste» dans l'espoir que les effectifs en provenance des colonies protégeraient les citoyens français contre des agresseurs.

La conscience nationale, représentée par le Parlement et par une presse libre, avait une action réelle et provoquait la rancœur des administrateurs coloniaux dans tous les pays européens dotés de colonies - aussi bien en Angleterre qu'en France, en Belgique, en Allemagne ou en Hollande. En Angleterre, afin de distinguer entre le gouvernement impérial en place à Londres, contrôlé par le Parlement, et les administrateurs coloniaux, cette influence était désignée sous le terme de «facteur impérial», prêtant de ce fait à l'impérialisme des mérites et des reliquats de légalité que celui-ci mettait tant d'ardeur à détruire²⁶. Le «facteur impérial» se traduisait politiquement par l'idée selon laquelle le «Parlement impérial» britannique non seulement protégeait mais, d'une certaine manière,

²⁵ Sarah Gertrude Millin, Rhodes, p. 175.

²⁶ L'origine de ce malentendu réside probablement dans l'histoire de la domination britannique en Afrique australe, et remonte au temps où les gouverneurs locaux, Cecil Rhodes et Jameson, engagèrent le «gouvernement impérial» de Londres, bien contre son gré, dans la guerre contre les Boers. En fait, Rhodes, ou plutôt Jameson, régnait en despote absolu sur un territoire trois fois grand comme l'Angleterre, et qu'on pouvait administrer «sans attendre l'assentiment pincé ou la censure polie d'un Haut-Commissaire» représentant un gouvernement impérial qui n'exerçait plus qu'un «contrôle nominal» (Reginald Ivan Lovell, *The Struggle for South Africa 1875-1899*, 1934, p. 194.) Et ce qui se produit dans les territoires où le gouvernement britannique s'est démis de son autorité au profit d'une population européenne locale totalement privée de la limitation traditionnelle et constitutionnelle propre aux États-nations trouve sa meilleure expression dans la tragique histoire de l'Union sud-africaine depuis son indépendance, c'est-à-dire depuis le moment où le gouvernement impérial a cessé d'avoir le droit d'intervenir.

représentait les indigènes²⁷. Sur ce point, les Anglais se trouvèrent à deux doigts de l'expérience des bâtisseurs d'empire français; toutefois, ils n'allèrent jamais jusqu'à accorder une véritable représentation aux peuples assujettis. Quoi qu'il en fût, ils espéraient manifestement que la nation dans son ensemble pourrait en somme se comporter comme une sorte d'administrateur de biens pour ses peuples conquis, et il faut bien reconnaître qu'elle a invariablement fait de son mieux pour éviter le pire.

Le conflit entre les représentants du «facteur impérial» (qu'il serait plus juste d'appeler facteur national) et les administrateurs coloniaux court en filigrane à travers toute l'histoire de l'impérialisme britannique. On a cité maintes et maintes fois la «supplique» que Cromer, alors gouverneur d'Égypte, adressa en 1896 à lord Salisbury: « Protégez-moi des ministères anglais²⁸», jusqu'au moment où, dans les années 20 de ce siècle, le parti ultra-impérialiste s'est mis à blâmer ouvertement la nation et tout ce qu'elle représentait en l'accusant de vouloir la perte de l'Inde. Les impérialistes avaient toujours trouvé profondément irritant que le gouvernement de l'Inde dût «justifier son existence et sa politique aux yeux de l'opinion publique anglaise»; ce contrôle interdisait désormais de prendre les mesures de «massacres administratifs²⁹» qui, aussitôt après la fin de la Première Guerre mondiale, avaient été expérimentées à diverses reprises ailleurs comme

²⁷ *Le débat qui eut lieu à la Chambre des communes en mai 1908 entre Charles Dilke et le secrétaire aux Colonies est à cet égard très intéressant. Dilke déconseillait vivement d'accorder l'autonomie aux colonies de la Couronne, alléguant que cela aboutirait à la domination des colons blancs sur leurs travailleurs de couleur. On lui répondit que les indigènes eux aussi étaient représentés à la Chambre des communes anglaise. Voir Goltfried Zoepfl, "Kolonien und Kolonialpolitik", dans Handwörterbuch der Staatswissenschaften.*

²⁸ *Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, 1932, p. 224.*

²⁹ *Al. Carthill, The Lost Dominion, p. 41-42, 93*

méthode radicale de pacification³⁰ et qui auraient certainement pu faire obstacle à l'indépendance de l'Inde.

En Allemagne régnait la même hostilité entre élus nationaux et administrateurs coloniaux d'Afrique. En 1897, Carl Peters fut relevé de ses fonctions dans le sud-est africain allemand et dut démissionner des services gouvernementaux en raison des atrocités commises sur les indigènes. Le gouverneur Zimmerer partagea le même sort. Et, en 1905, les chefs tribaux adressèrent pour la première fois leurs plaintes au Reichstag et obtinrent l'intervention du gouvernement allemand lorsque les administrateurs coloniaux les jetèrent en prison³¹.

Il en allait de même de la domination française. Les gouverneurs généraux nommés par le gouvernement en place à Paris ou bien étaient l'objet d'une forte pression de la part des coloniaux français, comme ce fut le cas en Algérie, ou bien refusaient carrément d'appliquer en faveur des indigènes les réformes soi-disant «inspirées par la faiblesse des principes démocratiques de [leur] gouvernement³² ». Partout les administrateurs impérialistes voyaient dans le contrôle exercé par la nation un insupportable fardeau et une menace contre leur domination.

³⁰ Dans un article intitulé "France, Britain and the Arabs" écrit pour *The Observer* (1920), Thomas Edward Lawrence a donné la description minutieuse d'un tel exemple de la pacification» au Proche-Orient: "Les Arabes connaissent d'abord le succès, puis les renforts britanniques arrivent en tant que force punitive. Il se fraient un chemin [...] jusqu'à leur objectif que bombardent pendant ce temps l'artillerie, les avions et les canonnières. Finalement, on détruit peut-être un village, et le district est pacifié. Il est étrange que nous n'utilisions pas de gaz toxiques en de telles circonstances. Bombarder les maisons est une manière coûteuse de contrôler des femmes et des enfants [...]. En attaquant au gaz, on pourrait liquider proprement toute la population des districts récalcitrants, et, comme méthode de gouvernement cela ne serait pas plus immoral que le système actuel. » Voir ses *Letters*, 1939, p. 311 et suiv. 31.

³¹ En 1910, par ailleurs, le secrétaire aux Colonies, B. Deraburg, fut contraint de démissionner parce qu'il avait indisposé les colons en protégeant les indigènes. Voir Mary E. Townsend, *The Rise and Fall of Germany's Colonial Empire*, 1930, et Paul Leutwein, *Kampfe um Afrika*, 1936.

³² *Propos tenus par Léon Cayla, qui fut gouverneur général de Madagascar et ami de Pétain.*

Les impérialistes avaient parfaitement raison. Ils connaissaient bien mieux les conditions modernes du gouvernement des peuples assujettis que ceux qui, d'un côté, s'élevaient contre le gouvernement par décrets et contre une bureaucratie arbitraire, et de l'autre espéraient conserver à tout jamais leurs colonies pour la plus grande gloire de la nation. Mieux que les nationalistes, les impérialistes savaient que le corps politique de la nation n'est pas capable de construire un empire. Ils étaient parfaitement conscients que la marche de la nation et sa conquête d'autres peuples, dès qu'on laisse libre cours à sa propre loi, s'achève avec la prise de conscience de l'identité nationale des peuples conquis et la défaite du conquérant. C'est pourquoi les méthodes françaises, qui se sont toujours efforcées de concilier les aspirations nationales et l'édification d'un empire, ont été beaucoup moins fructueuses que les méthodes britanniques qui, après les années 1880, devinrent ouvertement impérialistes, tout en demeurant tempérées par une mère patrie qui tenait à ses institutions démocratiques nationales.

II. LE POUVOIR DE LA BOURGEOISIE

En réalité, les impérialistes souhaitaient une expansion du pouvoir politique sans que soit institué un corps politique. L'expansion impérialiste avait été déclenchée par une curieuse forme de crise économique, la surproduction de capitaux et l'apparition d'argent « superflu » résultant d'une épargne excessive qui ne parvenait plus à trouver d'investissement productif à l'intérieur des frontières nationales. Pour la première fois, ce ne fut pas l'investissement du pouvoir qui prépara la voie à l'investissement de l'argent mais l'exportation du pouvoir qui suivit docilement le chemin de l'argent exporté, puisque des investissements incontrôlables réalisés dans les pays lointains menaçaient de transformer en joueurs de larges couches de la société, de changer l'économie

capitaliste tout entière de système de production qu'elle était en système de spéculation financière, et de substituer aux profits tirés de la production des profits tirés des commissions. La décennie précédant l'ère impérialiste, c'est-à-dire les années 1870, connut une augmentation inouïe d'escroqueries, de scandales financiers et de spéculation sur le marché des valeurs.

Les pionniers de ce mouvement pré-impérialiste furent les financiers juifs qui avaient bâti leur fortune en dehors du système capitaliste et à qui les États-nations en plein essor avaient dû faire appel pour des emprunts sous garantie internationale³³. Une fois instauré un système fiscal permettant d'assainir les finances gouvernementales, ce groupe avait toutes raisons de craindre d'être complètement éliminé. Eux qui pendant des siècles avaient gagné leur argent en percevant des commissions, ils étaient les premiers tentés - et d'ailleurs invités à le faire – de placer le capital qu'on ne pouvait plus investir avec profit dans le marché intérieur. Les financiers juifs internationaux semblaient évidemment tout désignés pour ces affaires possédant une dimension essentiellement internationale³⁴. Bien plus, les gouvernements eux-mêmes, dont l'aide était d'une certaine

³³ *A ce sujet et sur ce qui suit, voir le chap.II de la 1er partie.*

³⁴ *Il est intéressant de noter que les premiers observateurs des événements impérialistes insistent tous énormément sur l'élément juif, alors que les ouvrages plus récents le mentionnent à peine. Parce qu'elle donne des faits une observation parfaitement digne de foi et une analyse très honnête, il convient à cet égard d'accorder à l'étude de John Atkinson Hobson une attention particulière. Dans le premier essai qu'il écrivit à ce sujet, «Capitalism and Imperialism in South Africa» (Contemporary Review, 1900), il disait: «La plupart des financiers étaient des Juifs, car les Juifs sont les financiers par excellence, et que, tout en étant de langue anglaise, ils sont pour la plupart d'origine continentale [...]. Ils sont allés là-bas (au Transvaal) pour faire fortune et ceux qui étaient arrivés les premiers et qui avaient particulièrement bien réussi ont pour la plupart plié bagages, laissant leurs crocs économiques plantés dans la carcasse de leur proie. Ils se sont agrippés au Rand [...] comme ils sont prêts à le faire en n'importe quel point du globe [...]. Ce sont essentiellement des spéculateurs financiers, qui ne tirent pas leurs gains des véritables fruits de l'industrie, ni même de l'industrie d'autrui, mais de la fondation, de la promotion et de la manipulation des entreprises.» Pourtant, dans l'étude ultérieure de John Atkinson Hobson, Imperialism, les Juifs ne sont même plus mentionnés, entre-temps, il était devenu évi-dent que leur*

manière indispensable aux investissements dans les pays lointains, avaient tendance, au début, à prêter les financiers juifs qu'ils connaissaient bien aux nouveaux venus dans la finance internationale, dont beaucoup étaient des aventuriers. Une fois que les financiers eurent ouvert la voie de l'exportation des capitaux « superflus » qui avaient été condamnés à dormir à l'intérieur des étroites limites de la production nationale, il devint bientôt manifeste que les actionnaires absents n'avaient pas la moindre intention de prendre les risques immenses correspondant à l'immense augmentation de leurs profits. Les financiers à la commission ne disposaient pas, même avec l'aide bénévole de l'État, d'un pouvoir suffisant pour garantir ces risques: seul le pouvoir matériel d'un État pouvait le faire.

Dès qu'il fut devenu clair qu'à l'exportation de capitaux allait devoir succéder une exportation du pouvoir gouvernemental, la position des financiers en général, et celle des financiers juifs en particulier, s'affaiblit considérablement, et la direction des transactions financières et de l'entreprise impérialiste passa peu à peu aux mains des membres de la bourgeoisie locale. À cet égard, la carrière de Cecil Rhodes en Afrique du Sud est fort instructive, si l'on songe que, malgré sa totale ignorance du pays, il réussit en quelques années à évincer les tout-puissants financiers juifs. En Allemagne, Bleichroder, qui, en 1885, participait encore comme coassocié à la fondation de *l'Ostafrikanische Gesellschaft*, se vit évincé quatorze ans plus tard, en même temps que le baron Hirsch, lorsque l'Allemagne entreprit la construction de la ligne ferroviaire de Bagdad, par les futurs géants de l'entreprise impérialiste, Siemens et la Deutsche Bank. Au fond, la répugnance du gouvernement à consentir un pouvoir réel aux Juifs, et la répugnance des Juifs à participer à des affaires impliquant un engagement politique, coïncidaient, si bien qu'aucune lutte véritable pour le pouvoir ne s'engagea vraiment, en dépit de la richesse considérable du groupe juif, une fois dépassé le stade initial de la spéculation et de la

influence et leur rôle avaient été momentanés et somme toute assez supefficiels. Sur le rôle des

commission. Les divers gouvernements nationaux observaient avec méfiance la tendance de plus en plus marquée à transformer les affaires en question politique et à identifier les intérêts économiques d'un groupe relativement restreint aux intérêts nationaux comme tels. Mais il semblait que la seule alternative à l'exportation du pouvoir fût le sacrifice délibéré d'une part importante de la richesse nationale. Seule l'expansion des instruments de violence de la nation pouvait rationaliser le mouvement d'investissement à l'étranger et réintégrer à l'intérieur du système économique de la nation les spéculations sauvages sur le capital superflu qui avaient conduit à risquer l'épargne à tout va. L'État élargit son pouvoir parce qu'entre des pertes supérieures à celles que le corps économique d'une nation était capable de supporter et des gains supérieurs à ceux dont pouvait rêver un peuple livré à lui-même, il ne pouvait que choisir la seconde solution.

La première conséquence de l'exportation du pouvoir fut que les instruments de violence de l'État, police et armée, qui, dans la structure de la nation, allaient de pair avec les autres institutions nationales et demeuraient sous le contrôle de celles-ci, se trouvèrent séparés de ce corps et promus au rang de représentants nationaux dans des pays arriérés ou sans défense. Là, dans ces régions privées d'industries et d'organisation politique, où la violence avait les coudées bien plus franches qu'en n'importe quel pays occidental, les prétendues lois du capitalisme jouissaient en fait du pouvoir de créer les réalités. Le vain désir de la bourgeoisie de voir l'argent engendrer l'argent comme l'homme engendre l'homme était resté un rêve honteux tant que l'argent avait dû passer par la longue route de l'investissement productif; non que l'argent eût engendré l'argent, mais les hommes avaient créé des choses et de l'argent. Le secret de ce rêve devenu réalité tenait précisément à ce que dorénavant les lois économiques ne faisaient plus obstacle à la voracité des classes possédantes. L'argent pouvait enfin engendrer l'argent parce que le pouvoir, au mépris total de toute loi - économique aussi bien qu'éthique - pouvait

s'approprier la richesse. C'est seulement quand l'argent exporté eut réussi à provoquer l'exportation du pouvoir qu'il put accomplir les desseins de ceux qui le détenaient. Seule l'accumulation illimitée du pouvoir était capable de susciter l'accumulation illimitée du capital.

Les investissements à l'étranger - exportation de capital qui avait débuté comme mesure d'urgence - devinrent l'un des aspects caractéristiques de tous les systèmes économiques dès qu'ils se trouvèrent sous la protection d'un pouvoir exporté. Le concept impérialiste d'expansion, selon lequel l'expansion est une fin en soi et non un moyen temporaire, fit son apparition dans la pensée politique lorsqu'il fut devenu manifeste que l'une des fonctions permanentes les plus importantes de l'État-nation allait être l'extension du pouvoir. Les agents de la violence, appointés par l'État constituèrent bientôt une nouvelle classe à l'intérieur des nations et, bien que leur champ d'action fût très éloigné de la métropole, ils se mirent à exercer une influence considérable sur le corps politique de celle-ci. Étant donné qu'ils n'étaient en fait rien d'autre que des fonctionnaires de la violence, ils ne pouvaient penser qu'en termes d'une politique de pouvoir. Ils furent les premiers à proclamer, en tant que classe et forts de leur expérience quotidienne, que le pouvoir est l'essence de toute structure politique.

L'aspect novateur de cette philosophie politique impérialiste n'est pas d'avoir accordé une telle prépondérance à la violence, ni d'avoir découvert que le pouvoir est l'une des réalités fondamentales de la politique. La violence a toujours été *l'ultima ratio* en matière d'action politique, et le pouvoir a toujours été l'expression visible de l'autorité et du gouvernement. Mais jamais auparavant ni la violence ni le pouvoir n'avaient représenté le but conscient d'un corps politique ou l'enjeu ultime d'une politique définie. Car le pouvoir livré à lui-même ne saurait produire autre chose que davantage encore de pouvoir, et la violence exercée au nom du pouvoir (et non de la loi) devient un principe de destruction qui ne cessera que lorsqu'il n'y aura plus rien à violenter.

Cette contradiction, que l'on retrouvera dans toutes les politiques de pouvoir qui suivront, prend toutefois un semblant de sens si on la considère dans le contexte d'un processus supposé permanent et qui n'a pas d'autre terme ou d'autre finalité celui-même. Alors, en effet, il devient possible de dire que le succès en soi n'a plus la moindre signification, et de considérer le pouvoir comme le moteur perpétuel et autonome de toute action politique, correspondant à la légende de l'accumulation perpétuelle de l'argent qui engendre l'argent. Le concept d'expansion illimitée, seul capable de répondre à l'espérance d'une accumulation illimitée du capital et qui entraîne la vaine accumulation de pouvoir, rend la constitution de nouveaux corps politiques - qui, jusqu'à l'ère de l'impérialisme, avait toujours été une conséquence de la conquête - pratiquement impossible. En fait, sa suite logique est la destruction de toutes les communautés humaines, tant celles des peuples conquis que celles des peuples de la métropole. Car, livrée à elle-même, toute structure politique neuve ou ancienne développe des forces stabilisatrices qui font obstacle à une transformation et à une expansion constantes. C'est pourquoi les corps politiques apparaissent tous comme des obstacles momentanés dès lors qu'ils sont considérés comme membres du flux éternel d'un pouvoir toujours croissant.

Alors qu'au temps de l'impérialisme modéré les administrateurs de ce pouvoir sans cesse grandissant ne cherchaient même pas à incorporer les territoires conquis et qu'ils préservaient les communautés politiques existantes de ces pays arriérés comme les vestiges désertés d'une vie révolue, leurs successeurs totalitaires se sont acharnés à dissoudre et à détruire toutes les structures politiquement stables, aussi bien les leurs que celles des autres peuples. L'exportation de la violence avait suffi à faire des serviteurs des maîtres, sans leur donner la prérogative du maître: la possibilité de créer du nouveau. La concentration monopolistique et l'immense accumulation de la violence dans la métropole firent de ses serviteurs les agents actifs de la destruction, jusqu'à ce que

l'expansion totalitaire devînt finalement une force de destruction dirigée contre les nations et contre les peuples.

Le pouvoir devint l'essence de l'action politique et le centre de la pensée politique lorsqu'il fut séparé de la communauté politique qu'il était supposé servir. Il est vrai que c'est un facteur économique qui avait tout déclenché. Mais ce qui en est résulté, à savoir l'avènement du pouvoir comme unique contenu de la politique, et de l'expansion Comme son unique but, n'aurait sans doute pas rencontré une approbation aussi unanime, de même que la dissolution du corps politique de la nation n'aurait pas à son tour rencontré si peu d'opposition, si ces phénomènes n'avaient pas eux-mêmes répondu aussi parfaitement aux désirs cachés et aux secrètes convictions des classes économiquement et socialement dominantes. La bourgeoisie, que l'État nation et son propre désintérêt pour les affaires publiques avaient si longtemps tenue à l'écart du gouvernement, doit son émancipation politique à l'impérialisme.

L'impérialisme doit être compris comme la première phase de la domination politique de la bourgeoisie bien plus que comme le stade ultime du capitalisme. On sait assez que, jusque-là, les classes possédantes n'avaient guère aspiré à gouverner, et qu'elles s'étaient accommodées de bon gré de n'importe quelle forme d'État pourvu que celui-ci garantisse la protection des droits de la propriété. Pour elles, en effet, l'État n'avait jamais été qu'une police bien organisée. Cette fausse modestie avait néanmoins curieusement abouti à maintenir la classe bourgeoise tout entière en dehors du corps politique; avant d'être sujets d'un monarque ou citoyens d'une république, les membres de la bourgeoisie étaient essentiellement des personnes privées. Ce caractère privé, allié au souci primordial de s'enrichir, avait créé un ensemble de modèles de comportement qui s'expriment dans tous ces proverbes - « le succès sourit au succès », « la raison du plus fort est toujours la meilleure », « qui veut la fin veut les moyens », etc. - qui naissent fatalement de l'expérience d'une société de concurrence.

Quand, à l'ère de l'impérialisme, les hommes d'affaires devinrent des politiciens et qu'ils se virent acclamés au même titre que des hommes d'Etat, alors que les hommes d'État n'étaient pris au sérieux que s'ils parlaient le langage des hommes d'affaires couronnés par le succès et «pensaient en termes de continents », ces pratiques et ces procédés qui étaient ceux de particuliers se transformèrent peu à peu en règles et en principes applicables à la conduite des affaires publiques. Le fait marquant, à propos de ce processus de réévaluation qui a commencé à la fin du siècle dernier et se poursuit encore aujourd'hui, tient à ce qu'il est né avec la mise en pratique des convictions bourgeoises en matière de politique étrangère et ne s'est étendu que lentement à la politique intérieure. Par conséquent, les nations concernées furent à peine conscientes que l'imprudence qui avait toujours prévalu dans la vie privée, et contre laquelle le corps public avait toujours dû se protéger et protéger ses citoyens en tant qu'individus, allait être élevée au rang de principe politique officiellement consacré.

Il est significatif que les champions modernes du pouvoir s'accordent totalement avec la philosophie de l'unique grand penseur qui prétendit jamais dériver le bien public des intérêts privés et qui, au nom du bien privé, conçut et esquissa l'idée d'une République qui aurait pour base et pour fin ultime l'accumulation du pouvoir. Hobbes est en effet le seul grand philosophe que la bourgeoisie puisse revendiquer à juste titre comme exclusivement sien, même si la classe bourgeoise a mis longtemps à reconnaître ses principes. Dans son *Léviathan*³⁵, Hobbes a exposé la seule théorie politique selon laquelle l'État ne se fonde pas sur une quelconque loi constitutive - que ce soit la loi divine, la loi naturelle, ou celle du contrat social - déterminant les droits et interdits de

³⁵ *Lorsqu'elles ne renvoient pas à une note, toutes les citations qui suivent sont tirées du Léviathan (1651).*

l'intérêt individuel vis à vis des affaires publiques, mais sur les intérêts individuels eux-mêmes, de sorte que «l'intérêt privé est le même que l'intérêt public³⁶».

Il n'est pratiquement pas un seul modèle de la morale bourgeoise qui n'ait été anticipé par la magnificence hors pair de la logique de Hobbes. Il donne un portrait presque complet, non pas de l'Homme, mais du bourgeois, analyse qui en trois cents ans n'a été ni dépassée ni améliorée. «La Raison (...) n'est rien d'autre qu'un Calcul»; «Sujet libre, libre Arbitre [sont] des mots (...) vides de sens; c'est-à-dire Absurdes.» Être privé de raison, incapable de vérité, sans libre arbitre – c'est-à-dire incapable de responsabilité - l'homme est essentiellement une fonction de la société et sera en conséquence jugé selon sa «valeur ou [sa] fortune [...] son prix; c'est-à-dire la somme correspondant à l'usage de son pouvoir ». Ce prix est constamment évalué et réévalué par la société, l'«estime des autres» variant selon la loi de l'offre et de la demande.

Pour Hobbes, le pouvoir est le contrôle accumulé qui permet à l'individu de fixer les prix et de moduler l'offre et la demande de manière qu'elles contribuent à son propre profit. L'individu envisagera son profit dans un isolement complet, du point de vue d'une minorité absolue, pourrait-on dire; il s'apercevra alors qu'il ne peut œuvrer et satisfaire à son intérêt sans l'appui d'une quelconque majorité. Par conséquent, si l'homme n'est réellement motivé que par ses seuls intérêts individuels, la soif de pouvoir doit être la passion fondamentale de l'homme. C'est elle qui règle les relations entre individu et société, et toutes les autres ambitions, richesse, savoir et honneur, en découlent elles aussi. Dans la lutte pour le pouvoir comme dans leurs aptitudes innées au pouvoir, Hobbes souligne que tous les hommes sont égaux; en effet, l'égalité des hommes entre

³⁶ *La coïncidence de cette identification avec la prétention totalitaire d'abolir la contradiction entre intérêts individuels et intérêts publics est signifiative [voir IIIe partie: Le Totalitarisme]. Toutefois, il ne faut pas négliger le fait que Hobbes souhaitait par-dessus tout protéger les intérêts privés sous le*

eux se fonde sur le fait que chaque homme a par nature assez de pouvoir pour en tuer un autre. La ruse peut compenser la faiblesse. Leur égalité en tant que meurtriers en puissance place tous les hommes dans la même insécurité, d'où le besoin d'avoir un État. La raison d'être de l'État est le besoin de sécurité éprouvé par l'individu, qui se sent menacé par tous ses semblables. L'aspect crucial du portrait de l'homme tracé par Hobbes n'est pas du tout ce pessimisme réaliste qui lui a valu tant d'éloges à une époque récente. Car si l'homme était vraiment la créature que Hobbes a voulu voir en lui, il serait incapable de fonder le moindre corps politique. Hobbes, en effet, ne parvient pas - et d'ailleurs ne cherche pas - à faire entrer nettement cette créature dans une communauté politique. L'Homme de Hobbes n'a aucun devoir de loyauté envers son pays si celui-ci est vaincu, et il est pardonné pour toutes ses trahisons si jamais il est fait prisonnier. Ceux qui vivent à l'extérieur de la République (les esclaves, par exemple) n'ont pas davantage d'obligations envers leurs semblables, mais sont autorisés à en tuer autant qu'ils peuvent; en revanche, « résister au Glaive de la République afin de porter secours à un autre homme, coupable ou innocent, aucun homme n'en a la Liberté », ce qui signifie qu'il n'y a ni solidarité ni responsabilité entre l'homme et son prochain. Ce qui les lie est un intérêt commun qui peut être « quelque crime Capital, pour lequel chacun d'entre eux s'attend à mourir»; dans ce cas, ils ont le droit de «résister au Glaive de la République», de «se rassembler, et se secourir, et se défendre l'un l'autre [...]». Car ils ne font que défendre leurs vies ». Ainsi, pour Hobbes, la solidarité dans n'importe quelle forme de communauté est une affaire temporaire et limitée; elle ne modifie pas essentiellement le caractère solitaire et privé de l'individu (qui ne trouve «aucun plaisir mais au contraire mille chagrins dans la fréquentation de ses semblables, lorsque aucun pouvoir ne réussit à les tenir tous en respect») ni ne crée de liens permanents entre lui-même et ses semblables. C'est comme si le portrait de l'homme tracé par Hobbes allait à l'encontre de

préte~rte que, bien compris, ceux ci représentaient également les intérêts du corps politique tandis que le

son projet, qui consiste à fonder la République, et qu'il avançait à la place un modèle cohérent de comportements par le biais desquels toute communauté véritable peut être facilement détruite. D'où l'instabilité inhérente et avouée de la République de Hobbes qui, dans sa conception, inclut sa propre dissolution – “quand, à l'occasion d'une guerre (étrangère ou intestine) les ennemis emportent la Victoire finale [...] alors la République est dissoute et chaque homme se trouve libre de se protéger” -, instabilité d'autant plus frappante que le but primordial et répété de Hobbes était d'assurer un maximum de sécurité et de stabilité.

Ce serait commettre une grave injustice envers Hobbes et sa dignité de philosophe que de considérer son portrait de l'homme comme une tentative de réalisme psychologique ou de vérité philosophique. En fait, Hobbes ne s'intéresse ni à l'un ni à l'autre, son seul et unique souci étant la structure politique elle-même, et il décrit les aspects de l'homme selon les besoins du Léviathan. Au nom du raisonnement et de la persuasion, il présente son schéma politique comme s'il partait d'une analyse réaliste de l'homme, être qui « désire pouvoir après pouvoir », et comme s'il s'appuyait sur cette analyse pour concevoir un corps politique parfaitement adapté à cet animal assoiffé de pouvoir. Le véritable processus, c'est-à-dire le seul processus dans lequel son concept de l'homme ait un sens et dépasse la banalité manifeste d'une méchanceté humaine reconnue, est précisément à l'opposé.

Ce corps politique nouveau était conçu au profit de la nouvelle société bourgeoise telle qu'elle était apparue au cours du XVII^e siècle, et cette peinture de l'homme est une esquisse du type d'Homme nouveau qui s'accorderait avec elle. La République a pour fondement la délégation du pouvoir et non des droits. Elle acquiert le monopole de l'assassinat et offre en retour une garantie conditionnelle contre le risque d'être assassiné. La sécurité est assurée par la loi, qui est une émanation directe du monopole du pouvoir

dont jouit l'État (et n'est pas établie par l'homme en vertu des critères humains du bien et du mal). Et comme cette loi découle directement du pouvoir absolu, elle représente une nécessité absolue aux yeux de l'individu qu'elle régit. En ce qui concerne la loi de l'État - à savoir le pouvoir accumulé par la société et monopolisé par l'État -, il n'est plus question de bien ou de mal, mais uniquement d'obéissance absolue, du conformisme aveugle de la société bourgeoise.

Privé de droits politiques, l'individu, pour qui la vie publique et officielle se manifeste sous l'apparence de la nécessité, acquiert un intérêt nouveau et croissant pour sa vie privée et son destin personnel.

Exclu d'une participation à la conduite des affaires publiques qui concernent tous les citoyens, l'individu perd sa place légitime dans la société et son lien naturel avec ses semblables. Il ne peut désormais juger sa vie privée personnelle que par comparaison avec celle d'autrui, et ses relations avec ses semblables à l'intérieur de la société prennent la forme de la compétition. Une fois les affaires publiques réglées par l'État sous le couvert de la nécessité, les carrières sociales ou politiques des concurrents deviennent la proie du hasard. Dans une société d'individus, tous pourvus par la nature d'une égale aptitude au pouvoir et semblablement protégés les uns des autres par l'État, seul le hasard peut décider des vainqueurs³⁷.

³⁷ L'avènement du hasard au rang d'arbitre suprême de toutes choses dans la vie llt devait atteindre son apogée au XIXe siècle. Avec lui apparut un nouveau genre littéraire, le roman, et le déclin du drame. Car le drame devenait inutile dans un monde sans action, tandis que le roman était l'expression idéale de la destinée d'êtres humains qui étaient soit les victimes de la nécessité, soit les protégés de la chance. Balzac a révélé toute la portée de ce nouveau genre et présenté les passions humaines comme le destin même de l'homme, ne contenant ni vertu ni vice, ni raison ni libre arbitre. Ce n'est que dans sa pleine maturité que le roman a pu, après avoir interprété à l'envi l'échelle tout entière des choses humaines, prêcher ce nouvel évangile où chacun se noie dans la contemplation de son propre destin, qui a joué un si grand rôle auprès des intellectuels du XIXe siècle. Ainsi, l'artiste et l'intellectuel se sont complaisamment efforcés de tirer un trait entre eux-mêmes et les philistins, de se protéger contre l'inhumanité de la bonne ou de la mauvaise fortune, ils ont développé tous les dons de la sensibilité

Selon les critères bourgeois, ceux à qui la chance ou le succès ne sourient jamais sont automatiquement rayés de la compétition, laquelle est la vie de la société. La bonne fortune s'identifie à l'honneur, la mauvaise à la honte. En déléguant ses droits politiques à l'État, l'individu lui abandonne également ses responsabilités sociales: il demande à l'État de le soulager du fardeau que représentent les pauvres, exactement comme il demande à être protégé contre les criminels. La différence entre indigent et criminel disparaît - tous deux se tenant en dehors de la société. Ceux qui n'ont pas de succès sont dépouillés de la vertu que leur avait léguée la civilisation classique; ceux qui n'ont pas de chance ne peuvent plus en appeler à la charité chrétienne.

Hobbes libère tous les bannis de la société - ceux qui n'ont pas de succès, ceux qui n'ont pas de chance, les criminels - de toutes leurs obligations envers la société et envers l'État si ce dernier ne prend pas soin d'eux. Ils peuvent lâcher la bride à leur soif de pouvoir et sont invités à tirer profit de leur aptitude élémentaire à tuer, restaurant ainsi cette égalité naturelle que la société ne dissimule que par opportunisme. Hobbes prévoit et justifie l'organisation des déclassés sociaux en un gang de meurtriers comme une issue logique de la philosophie morale de la bourgeoisie.

Etant donné que le pouvoir est essentiellement et exclusivement le moyen d'arriver à une fin, une communauté fondée seulement sur le pouvoir doit tomber en ruine dans le calme de l'ordre et de la stabilité; sa complète sécurité révèle qu'elle est construite sur du sable. C'est seulement en gagnant toujours plus de pouvoir qu'elle peut garantir le statut quo; c'est uniquement en étendant constamment son autorité par le biais du processus d'accumulation du pouvoir qu'elle peut demeurer stable. La République de Hobbes est une structure vacillante qui doit sans cesse se procurer de nouveaux appuis à l'extérieur si elle ne veut pas sombrer du jour au lendemain dans le chaos dépourvu de but et de sens des intérêts privés dont elle est issue. Pour justifier la nécessité d'accumuler le

moderne - souffrir, comprendre, jouer un rôle prescrit - dont a si désespérément besoin la dignité

pouvoir, Hobbes s'appuie sur la théorie de l'état de nature, la «condition de guerre perpétuelle» de tous contre tous dans laquelle les divers États individuels demeurent encore les uns vis-à-vis des autres exactement comme l'étaient leurs sujets respectifs avant de se soumettre à l'autorité d'une République³⁸. Cet état permanent de guerre potentielle garantit à la République une espérance de permanence parce qu'il donne à l'État la possibilité d'accroître son pouvoir aux dépens des autres États.

Ce serait une erreur de prendre à la légère la contradiction manifeste entre le plaidoyer de Hobbes pour la sécurité de l'individu et l'instabilité fondamentale de sa République. Là encore il s'efforce de convaincre, de faire appel à certains instincts de sécurité fondamentaux dont il savait bien qu'ils ne pourraient survivre, chez les sujets du *Léviathan*, que sous la forme d'une soumission absolue au pouvoir qui « en impose à tous », autrement dit à une peur omniprésente, irrépressible - ce qui n'est pas exactement le sentiment caractéristique d'un homme en sécurité. Le véritable point de départ de Hobbes est une analyse extrêmement pénétrante des besoins politiques du nouveau corps social de la bourgeoisie montante, chez qui la confiance fondamentale en un processus perpétuel d'accumulation des biens allait bientôt éliminer toute sécurité individuelle. Hobbes tirait les conclusions nécessaires des modèles de comportement social et économique quand il proposait ses changements révolutionnaires en matière de constitution politique. Il esquissait le seul corps politique possible capable de répondre aux besoins et aux intérêts d'une classe nouvelle. Ce qu'il donnait, au fond, c'était le portrait de l'homme tel qu'il allait devoir devenir et tel qu'il allait devoir se comporter s'il voulait entrer dans le moule de la future société bourgeoise.

humaine, qui exige de l'homme d'être au moins, à défaut d'autre chose, une victime consentante.

³⁸ *La notion libérale, actuellement si populaire, de gouvernement mondial est fondée, comme toutes les notions libérales relatives au pouvoir politique, sur le même concept d'individus se soumettant à une autorité centrale qui "en impose à tous", à cette différence près que les nations ont aujourd'hui pris la place des individus. Le gouvernement mondial - c'est-à-dire des peuples différents s'accordant pour réaliser l'union massive de leur pouvoir - est voué à engloutir et à éliminer toute politique authentique.*

L'insistance de Hobbes à faire du pouvoir le moteur de toutes choses humaines et divines (même le règne de Dieu sur les hommes est «dérivé, non pas de la Création [...] mais de l'irrésistible Pouvoir») découlait de la proposition théoriquement irréfutable selon laquelle une accumulation indéfinie de biens doit s'appuyer sur une accumulation indéfinie de pouvoir. Le corollaire philosophique de l'instabilité essentielle d'une communauté fondée sur le pouvoir est l'image d'un processus historique perpétuel qui, afin de demeurer en accord avec le développement constant du pouvoir, se saisit inexorablement des individus, des peuples et, finalement, de l'humanité entière. Le processus illimité d'accumulation du capital a besoin de la structure politique d'« un Pouvoir illimité », si illimité qu'il peut protéger la propriété croissante en augmentant sans cesse sa puissance. Compte tenu du dynamisme fondamental de la nouvelle classe sociale, il est parfaitement exact qu'«il ne saurait s'assurer du pouvoir et des moyens de vivre bien, dont il jouit présentement, sans en acquérir davantage». Cette conclusion ne perd rien de sa logique même si, en trois cents ans, il ne s'est trouvé ni un roi pour «convertir cette Vérité de la Spéculation en l'Utilité de la Pratique », ni une bourgeoisie dotée d'une conscience politique et d'une maturité économique suffisantes pour adopter ouvertement la philosophie du pouvoir de Hobbes.

Ce processus d'accumulation indéfinie du pouvoir nécessaire à la protection d'une accumulation indéfinie du capital a suscité l'idéologie «progressiste» de la fin du XIXe siècle et préfiguré la montée de l'impérialisme. Ce n'est pas l'illusion naïve d'une croissance illimitée de la propriété, mais bien la claire conscience que seule l'accumulation du pouvoir pouvait garantir la stabilité des prétendues lois économiques, qui ont rendu le progrès inéluctable. La notion de progrès du XVIIIe siècle, telle que la concevait la France pré révolutionnaire, ne faisait la critique du passé que pour mieux maîtriser le présent et contrôler l'avenir; le progrès trouvait son apogée dans l'émancipation de l'homme. Mais cette notion n'avait que peu de rapport avec le progrès

sans fin de la société bourgeoise, qui non seulement s'oppose à la liberté et à l'autonomie de l'homme, mais qui, de plus, est prête à sacrifier tout et tous à des lois historiques prétendument supra humaines. «Ce que nous appelons progrès, c'est [le] vent [qui] guide irrésistiblement [l'ange de l'histoire] jusque dans le futur auquel il tourne le dos cependant que devant lui l'amas des ruines s'élève jusqu'aux cieux³⁹.» C'est seulement dans le rêve de Marx d'une société sans classes qui, selon les mots de Joyce, allait réveiller l'humanité du cauchemar de l'histoire, qu'une ultime - bien qu'utopique - influence du concept du XVIII^e siècle apparaît encore. L'homme d'affaires pro-impérialiste, que les étoiles ennuyaient parce qu'il ne pouvait pas les annexer, avait vu que le pouvoir organisé au nom du pouvoir engendrait un pouvoir accru. Quand l'accumulation du capital eut atteint ses limites naturelles, nationales, la bourgeoisie comprit que ce serait seulement avec une idéologie selon laquelle « l'expansion, tout est là » et seulement avec un processus d'accumulation du pouvoir correspondant que l'on pourrait remettre le vieux moteur en marche. Néanmoins, au moment même où il semblait que le véritable principe du mouvement perpétuel venait d'être découvert l'esprit explicitement optimiste de l'idéologie du progrès se voyait ébranlé. Non que quiconque commençât à douter du caractère inéluctable du processus lui-même; mais beaucoup commençaient à voir ce qui avait effrayé Cecil Rhodes, à savoir que la condition humaine et les limitations du globe opposaient un sérieux obstacle à un processus qui ne pouvait ni cesser ni se stabiliser, mais seulement déclencher les uns après les autres toute une série de catastrophes destructrices une fois ces limites atteintes.

À l'époque impérialiste, une philosophie du pouvoir devint la philosophie de l'élite qui découvrit bientôt - et fut rapidement prête à admettre - que la soif de pouvoir ne saurait

³⁹ *Walter Benjamin, Über den Begriff der Geschichte (1940), 1942. Les impérialistes eux-mêmes étaient pleinement conscients des implications de leur concept de progrès. Pour l'auteur, parfait représentant de l'administration en Inde, et qui écrivait sous le pseudonyme d'Al. Carhill: "On doit toujours éprouver quelque peine pour ces personnes*

être étanchée que par la destruction. Telle fut la principale raison d'être de son nihilisme (particulièrement manifeste en France au tournant du siècle, et en Allemagne dans les années 20) qui remplaçait la croyance superstitieuse au progrès par une croyance non moins superstitieuse et vulgaire en la chute, et qui prêchait l'annihilation automatique avec autant d'enthousiasme qu'en avaient mis les fanatiques du progrès automatique à prêcher le caractère inéluctable des lois économiques. Il avait fallu trois siècles pour que Hobbes, ce grand adorateur du Succès, puisse enfin triompher. La Révolution française en avait été pour une part responsable, qui, avec sa conception de l'homme comme législateur et comme *citoyen**, avait failli réussir à empêcher la bourgeoisie de développer pleinement sa notion de l'histoire comme processus nécessaire. Cela résultait également des implications révolutionnaires de la République, de sa rupture farouche avec la tradition occidentale, que Hobbes n'avait pas manqué de souligner. Tout homme, toute pensée qui n'œuvrent ni ne se conforment au but ultime d'une machine, dont le seul but est la génération et l'accumulation du pouvoir, sont dangereusement gênants. Hobbes estimait que les livres des « Grecs et des Romains de l'Antiquité » étaient aussi « nuisibles » que l'enseignement chrétien d'un « Summum bonum [...] tel qu'il est dit dans les Livres des anciens Moralistes », ou que la doctrine du « quoi qu'un homme fasse contre sa Conscience est Péché », ou que « les Lois sont les Règles du Juste et de l'Injuste ». La profonde méfiance de Hobbes à l'égard de toute la tradition de la pensée politique occidentale ne nous surprendra pas si nous nous souvenons seulement qu'il souhaitait ni plus ni moins la justification de la Tyrannie qui, pour s'être exercée à plusieurs reprises au cours de l'histoire de l'Occident, n'a cependant jamais connu les honneurs d'un fondement philosophique. Hobbes est fier de reconnaître que le Léviathan se résume en fin de compte à un gouvernement permanent de la tyrannie: « le nom de Tyrannie ne signifie pas autre chose que le nom de Souveraineté... »; « pour moi, tolérer

qu'écrase le char triomphal du progrès" (The Lost Dominlon, p. 209).

une haine déclarée de la Tyrannie, c'est tolérer la haine de la République en général... ». En tant que philosophe, Hobbes avait déjà pu déceler dans l'essor de la bourgeoisie toutes les qualités anti-traditionalistes de cette classe nouvelle qui devait mettre plus de trois cents ans à arriver à maturité. Son *Léviathan* n'avait rien à voir avec une spéculation oiseuse sur de nouveaux principes politiques, ni avec la vieille quête de la raison telle qu'elle gouverne la communauté des hommes; il n'était que le strict « calcul des conséquences » découlant de l'essor d'une classe nouvelle dans une société fondamentalement liée à la propriété conçue comme élément dynamique générateur d'une propriété toujours nouvelle. La fameuse accumulation du capital qui a donné naissance à la bourgeoisie a changé les notions mêmes de propriété et de richesse: on ne les considérait plus désormais comme les résultats de l'accumulation et de l'acquisition, mais bien comme leurs préalables; la richesse devenait un moyen illimité de s'enrichir. Étiqueter la bourgeoisie comme classe possédante n'est que superficiellement correct, étant donné que l'une des caractéristiques de cette classe était que quiconque pouvait en faire partie du moment qu'il concevait la vie comme un processus d'enrichissement perpétuel et considérait l'argent comme quelque chose de sacro-saint, qui ne saurait en aucun cas se limiter à un simple bien de consommation.

En elle-même, la propriété est néanmoins vouée à être employée et consommée, et elle s'amenuise donc constamment. La forme de possession la plus radicale et la seule vraiment sûre est la destruction, car seules les choses que nous avons détruites sont à coup sûr et définitivement nôtres. Les possédants qui ne consomment pas mais s'acharnent à étendre leur avoir se heurtent continuellement à une limitation bien fâcheuse, à savoir que les hommes doivent malheureusement mourir. La mort, voilà la véritable raison pour laquelle propriété et acquisition ne pourront jamais devenir un principe politique authentique. Un système social essentiellement fondé sur la propriété est incapable d'aller vers autre chose que la destruction finale de toute forme de propriété. Le caractère limité de la vie de l'individu est un obstacle aussi sérieux pour la

propriété en tant que fondement de la société que les limites du globe pour l'expansion en tant que fondement du corps politique. Du fait qu'elle transcende les limites de la vie humaine en misant sur une croissance automatique et continue de la richesse au-delà de tous les besoins personnels et de toutes les possibilités de consommation imaginables, la propriété individuelle est promue au rang d'affaire publique et sort du domaine de la stricte vie privée. Les intérêts privés, qui sont par nature temporaires, limités par l'espérance de vie naturelle de l'homme, peuvent désormais chercher refuge dans la sphère des affaires publiques et leur emprunter la pérennité indispensable à l'accumulation continue. Il semble ainsi se créer une société très proche de celle des fourmis et des abeilles, où «le bien Commun ne diffère pas du bien Privé; leur nature les poussant à satisfaire leur profit personnel, elles oeuvrent du même coup au profit commun».

Comme les hommes ne sont néanmoins ni des fourmis ni des abeilles, tout cela n'est qu'illusion. La vie publique prend l'aspect fallacieux d'une somme d'intérêts privés comme si ces intérêts pouvaient suffire à créer une qualité nouvelle par le simple fait de s'additionner. Tous les concepts politiques prétendument libéraux (c'est-à-dire toutes les notions politiques pré--impérialistes de la bourgeoisie) - tel celui d'une compétition illimitée réglée par quelque secret équilibre découlant mystérieusement de la somme totale des activités en compétition, celui de la quête d'un « intérêt personnel éclairé » comme vertu politique adéquate, ou celui d'un progrès illimité contenu dans la simple succession des événements - ont un point commun: ils mettent tout simplement bout à bout les vies privées et les modèles de comportement individuels et présentent cette somme comme des lois historiques, économiques ou politiques. Les concepts libéraux, qui expriment la méfiance instinctive et l'hostilité foncière de la bourgeoisie à l'égard des affaires publiques, ne sont toutefois qu'un compromis momentané entre les vieux principes de la culture occidentale et la foi de la classe nouvelle en la propriété en tant

que principe dynamique en soi. Les anciennes valeurs finissent par perdre tant de terrain que la richesse et sa croissance automatique se substituent en réalité à l'action politique. Bien que jamais reconnu officiellement, Hobbes fut le véritable philosophe de la bourgeoisie, parce qu'il avait compris que seule la prise de pouvoir politique peut garantir l'acquisition de la richesse conçue comme processus perpétuel, dans la mesure où le processus d'accumulation doit tôt ou tard détruire les limites territoriales existantes. Il avait deviné qu'une société qui s'était engagée sur la voie de l'acquisition perpétuelle devait mettre sur pied une organisation politique dynamique, capable de produire à son tour un processus perpétuel de génération du pouvoir. Il sut même, par la seule puissance de son imagination, esquisser les principaux traits psychologiques du nouveau type d'homme capable de s'adapter à une telle société et à son corps politique tyrannique. Il devina que ce nouveau type humain devrait nécessairement idolâtrer le pouvoir lui-même, qu'il se flatterait d'être traité d'animal assoiffé de pouvoir, alors qu'en fait la société le contraindrait à se démettre de toutes ses forces naturelles, vertus et vices, pour faire de lui ce pauvre type qui n'a même pas le droit de s'élever contre la tyrannie et qui, loin de lutter pour le pouvoir, se soumet à n'importe quel gouvernement en place et ne bronche même pas quand son meilleur ami tombe, victime innocente, sous le coup d'une incompréhensible *raison d'État**. Car un État fondé sur le pouvoir accumulé et monopolisé de tous ses membres individuels laisse nécessairement chacun impuissant, privé de ses facultés naturelles et humaines. Ce régime le laisse dégradé, simple rouage de la machine à accumuler le pouvoir; libre à lui de se consoler avec de sublimes pensées sur le destin suprême de cette machine, construite de telle sorte qu'elle puisse dévorer le globe en obéissant simplement à sa propre loi interne.

L'ultime objectif destructeur de cet État est au moins indiqué par l'interprétation philosophique de l'égalité humaine comme « égalité dans l'aptitude » à tuer. Vivant avec toutes les autres nations « dans une situation de conflit perpétuel et, aux confins de l'affrontement, ses frontières en armes et ses canons de toutes parts pointés sur ses

voisins », cet État n'a d'autre règle de conduite que celle qui « concourt le plus à son profit ». Il dévorera peu à peu les structures les plus faibles jusqu'à ce qu'il en arrive à une ultime guerre « qui fixera le sort de chaque homme dans la Victoire ou dans la Mort ».

« Victoire ou Mort » : fort de cela, le Léviathan peut certes balayer toutes les limitations politiques découlant de l'existence des autres peuples et englober la terre entière dans sa tyrannie. Mais quand survient la dernière guerre et que chaque homme y a pourvu, une paix ultime n'est pas pour autant établie sur terre : la machine à accumuler le pouvoir, sans qui l'expansion continue n'aurait pu être menée à bien, a encore besoin d'une proie à dévorer dans son fonctionnement perpétuel. Si le dernier État victorieux n'est pas en mesure de se mettre à « annexer les planètes », il n'a plus qu'à se détruire lui-même, afin de reprendre à son origine le processus perpétuel de génération du pouvoir.

III. L'ALLIANCE DE LA POPULACE ET DU CAPITAL

Lorsque l'impérialisme fit son entrée sur la scène politique, à l'occasion de la mêlée pour l'Afrique des années 1880, ce fut à l'instigation des hommes d'affaires, contre l'opposition sans merci des gouvernements en place, et avec le soutien d'une partie étonnamment importante des classes cultivées⁴⁰. Pour ces dernières, il paraissait un don de Dieu, un remède à tous les maux, une panacée facile pour tous les conflits. Et il est vrai que, en un sens, l'impérialisme ne déçut point ces espérances. Il donna un nouveau

⁴⁰ *L'administration apporte le soutien le plus entier et le plus naturel en faveur d'une politique étrangère agressive; l'aristocratie et les membres des professions libérales voient l'expansion d'un très bon œil, puisqu'elle leur offre des domaines nouveaux et toujours plus vastes pour dispenser un emploi aussi honorable que profitable à leurs fils» (John Atkinson Hobson, Capitalism and Imperialism in South Africa).* “C'étaient avant tout [...] des professeurs et des journalistes patriotes n'ayant que faire de quelconques attaches politiques et faisant peu de cas de leurs intérêts économiques personnels» qui

souffle à des structures politiques et sociales que menaçaient très clairement les nouvelles forces sociales et politiques et qui, en d'autres circonstances, sans l'interférence des développements impérialistes, n'auraient guère eu besoin de deux guerres mondiales pour disparaître.

Dans le contexte de l'époque, l'impérialisme balayait toutes les difficultés et offrait ce semblant de sécurité, si universel dans l'Europe d'avant-guerre, qui trompait tout le monde à l'exception des esprits les plus fins. Péguy en France et Chesterton en Angleterre avaient compris d'instinct qu'ils vivaient dans un monde de faux semblants et que sa stabilité constituait le pire des mensonges. Jusqu'à ce que tout se mît à tomber en miettes, la stabilité de structures politiques manifestement dépassées était un fait, et leur longévité impavide et obstinée semblait faire mentir ceux qui sentaient le sol trembler sous leurs pieds. La solution de l'énigme, c'était l'impérialisme. À la question fatidique: pourquoi le concert des nations européennes a-t-il permis à ce fléau de se répandre jusqu'à ce que tout fût détruit, le bon comme le mauvais, la réponse est que tous les gouvernements sans exception savaient parfaitement que leurs pays étaient secrètement en train de se désintégrer, que le corps politique se détruisait de l'intérieur et qu'ils vivaient en sursis.

Sous un abord assez inoffensif, l'expansion apparut dans un premier temps comme le débouché pour l'excédent de capitaux auquel elle offrait un remède: l'exportation du capital⁴¹. L'enrichissement galopant qu'avait provoqué la production capitaliste dans un

avaient cautionné les poussées impérialistes à l'extérieur dans les années 1870 et 1880» (Carlton J. H. Hayes, A Generation of Materialism, 1871-1900, p. 220).

⁴¹ *A œ propos, et sur ce qui suit, voir John Atkinson Hobson, Imperialism. Dès 1905, il donne une analyse magistrale des forces et facteurs économiques moteurs de l'impérialisme aussi bien que de certaines de ses implications politiques. Lorsque cette étude, qu'il avait écrite longtemps auparavant, fut rééditée en 1938, Hobson put à juste titre déclarer dans son introduction à un texte auquel il n'avait*

système social fondé sur la distribution inégalitaire avait abouti à la « sur-épargne », autrement dit l'accumulation d'un capital condamné à l'inertie à l'intérieur des capacités nationales existantes à produire et à consommer. C'était véritablement de l'argent superflu, utile à personne, bien que détenu par une classe de plus en plus importante de quidams. Les crises et dépressions qui suivirent pendant les décennies du pré-impérialisme⁴² avaient conforté les capitalistes dans l'idée que leur système économique de production tout entier dépendait d'une offre et d'une demande qui devaient désormais provenir de «l'extérieur de la société capitaliste⁴³». Ce système d'offre et de demande venait de l'intérieur de la nation tant que le système capitaliste ne contrôlait pas toutes ses classes au moyen de la totalité de sa capacité productive. Lorsque le capitalisme eut pénétré la structure économique tout entière et que toutes les couches sociales se trouvèrent dans l'orbite de son système de production et de consommation, les capitalistes eurent clairement à choisir entre voir s'écrouler le système entier ou bien trouver de nouveaux marchés, autrement dit pénétrer de nouveaux pays qui n'étaient pas encore soumis au capitalisme et qui pouvaient par conséquent fournir un système d'offre et de demande nouveau, non capitaliste.

apporté aucun remaniement, que son livre était bien la preuve «que les périls et les menaces majeurs [...] d'aujourd'hui [...] étaient tous latents et discernables dans le monde de la génération précédente...».

⁴² *Le lien manifeste entre la grave crise qui eut lieu en Angleterre dans les années 1860, et sur le continent dans les années 1870, et l'impérialisme est mentionné chez Carlton J. H. Hayes, A Generation of Materialism, 1871-1900, mais en note seulement (p. 219), et chez Robert L. Schuyler, The Fall of the Old Colonial System, qui pense que «le regain d'intérêt pour l'émigration a été un facteur important dans les débuts du mouvement impérial», et que cet intérêt avait été suscité par «un grave déclin du commerce et de l'industrie britanniques» vers la fin des années 1860 (p. 280). Schuyler donne également une description assez étendue du puissant «sentiment anti-impérial du milieu de l'époque victorienne». Malheureusement, Schuyler ne distingue pas entre le Commonwealth et l'Empire proprement dit, bien que l'analyse de la situation pré-impérialiste eut facilement pu lui suggérer cette distinction.*

⁴³ *Rosa Luxemburg, Die Akkumulation des Kapitals..., 1923, p. 273.*

Les dépressions des années 1860 et 1870, qui ont ouvert l'ère de l'impérialisme, ont joué un rôle décisif en contraignant la bourgeoisie à prendre conscience pour la première fois que le péché originel de pillage pur et simple qui, des siècles auparavant, avait permis «l'accumulation originelle du capital» (Marx) et amorcé toute l'accumulation à venir, allait finalement devoir se répéter si l'on ne voulait pas voir soudain mourir le moteur de l'accumulation⁴⁴. Face à ce danger, qui ne menaçait pas uniquement la bourgeoisie, mais aussi la nation tout entière, d'une chute catastrophique de la production, les producteurs capitalistes comprirent que les formes et les lois de leur système de production « avaient depuis l'origine été calculées à l'échelle de la terre entière⁴⁵ ».

La première réaction à la saturation du marché intérieur, à la pénurie de matières premières et aux crises grandissantes fut l'exportation de capital. Les détenteurs de la richesse superflue tentèrent d'abord d'investir à l'étranger sans volonté d'expansion ni de contrôle politique, ce qui eut pour résultat une orgie sans pareille d'escroqueries, de scandales financiers et de spéculations boursières, d'autant plus alarmante que les investissements à l'étranger rapportaient beaucoup plus que les investissements

⁴⁴ Rudolf Hilferding, *Das Finanzkapital...*, 1910, p. 401, mentionne - sans toutefois en analyser les implications - le fait que l'impérialisme « retrouve soudain les méthodes qui ont été celles de l'accumulation originelle de la richesse capitaliste ».

⁴⁵ Selon les brillantes recherches de Rosa Luxemburg sur la structure politique de l'impérialisme (*Die Akkumulation des Kapitals...*, p. 273 et suiv., p. 361 et suiv.), le « processus historique de l'accumulation du capital repose sur l'existence de couches sociales non capitalistes », si bien que « l'impérialisme est l'expression politique de l'accumulation du capital dans sa course pour s'emparer des restes du monde non capitaliste ». Cette dépendance fondamentale du capitalisme vis-à-vis d'un monde non capitaliste se retrouve à la base de tous les autres aspects de l'impérialisme, que l'on peut alors expliquer comme le résultat de la surépargne et de la distribution inégalitaire (John A. Hobson, *Imperialism*), comme le résultat de la surproduction et du besoin de nouveaux marchés qui en découle (Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, 1917), comme le résultat de la pénurie de matières premières (Carlton J. H. Hayes, *A Generation of Materialism, 1871-1900*), ou comme une exportation du capital destinée à égaliser le taux de profit national (Rudolf Hilferding, *Das Finanzkapital...*).

intérieurs⁴⁶. Les gros sous issus de la sur-épargne ouvraient la voie au modeste bas de laine, fruit du travail du petit peuple. De la même manière, les entreprises métropolitaines, soucieuses de ne pas se laisser distancer par les gros profits de l'investissement à l'étranger, en vinrent elles aussi à des méthodes frauduleuses et attirèrent un nombre croissant de gens qui jetaient l'argent par les fenêtres dans l'espoir d'en tirer des profits miraculeux. Le scandale de Panama en France, le *Gründungsschwindel*⁴⁷ en Allemagne et en Autriche, devinrent des exemples classiques. En contrepartie des énormes profits promis, on assistait à des pertes énormes. Les petits épargnants perdirent tant et si vite que les détenteurs du gros capital superflu restèrent bientôt seuls en course sur ce qui était, en un sens, un champ de bataille. Après avoir échoué à transformer la société entière en une communauté de joueurs, ils se sentaient encore une fois superflus, exclus du processus normal de production auquel toutes les autres classes, après un certain émoi, revinrent tranquillement, bien que quelque peu appauvries et aigries⁴⁸.

L'exportation de l'argent et l'investissement à l'étranger ne sont pas en eux-mêmes l'impérialisme et ne mènent pas nécessairement à l'expansion érigée en système politique. Tant que les détenteurs du capital superflu se contentaient d'investir «une part importante de leurs biens dans des contrées étrangères», même si cette tendance allait «à l'encontre de toutes les traditions nationalistes passées⁴⁹», ils ne faisaient guère que confirmer leur séparation d'avec un corps national dont ils étaient de toute manière les

⁴⁶ Selon Rudolf Hilferding (*Das Finanzkapital...*, p. 409, note), de 1865 à 1898, le revenu tiré par les Britanniques de l'investissement à l'étranger fut multiplié par neuf, tandis que le revenu national n'avait que doublé. *n* indique une augmentation analogue, bien que probablement moins marquée, des investissements allemands et français à l'étranger.

⁴⁷ NdE. Voir *L'Antisémitisme*, note 42, p. 260

⁴⁸ Pour la France, voir Georges Lachapelle, *Les Finances de la III^e République*, 1937, et Denis W. Brogan, *The Development of Modern France*, 1941. Pour l'Allemagne, comparer des témoignages contemporains très intéressants comme Max Wirth, *Geschichte der Handelskrisen, 1874*, chap. 15, et Albert Schaeffle, «Der grosse Boersenkraich des Jahres 1873 *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 1874, vol. 30.

parasites. C'est seulement lorsqu'ils demandèrent aux gouvernements de protéger leurs investissements (une fois que l'escroquerie des débuts leur eut ouvert les yeux sur la possibilité d'utiliser la politique contre les risques du jeu) qu'ils reprirent place dans la vie de la nation. À cet égard, ils suivaient néanmoins la tradition bien établie de la société bourgeoise, consistant à ne voir dans les institutions politiques qu'un instrument destiné à protéger la propriété individuelle⁵⁰. Seule l'heureuse coïncidence de l'essor d'une nouvelle classe de propriétaires avec la révolution industrielle avait fait de la bourgeoisie le promoteur et le nerf de la production. Tant qu'elle remplissait cette fonction essentielle dans la société moderne, qui est surtout une communauté de producteurs, sa richesse jouait un rôle important pour la nation dans son ensemble. Les détenteurs du capital superflu ont été la première fraction de la classe bourgeoise à vouloir des profits sans remplir de réelle fonction sociale – fût-ce la fonction de producteur exploitant - et la première, par conséquent, qu'aucune police n'aurait pu protéger contre la colère du peuple.

Dès lors, l'expansion représentait une planche de salut pas seulement pour le capital superflu. Plus important encore, elle protégeait les détenteurs de ce capital contre la

⁴⁹ John Atkinson Hobson, "Capitalism and Imperialism in South Africa".

⁵⁰ Voir Rudolf Hilferding, *Das Finanzkapital*...: «D'où la requête de tous les capitalistes qui ont des intérêts financiers dans les pays étrangers en faveur d'un pouvoir étatique fort [...]. Les capitaux exportés sont davantage en sécurité lorsque le pouvoir gouvernemental métropolitain régit entièrement le nouveau domaine [...]. Si possible leurs profits doivent être garantis par l'État. Ainsi l'exportation du capital favorise-t-elle une politique impérialiste» (p. 406). «Il va de soi que l'attitude de la bourgeoisie face à l'État subit une transformation totale lorsque le pouvoir politique de l'État devient sur le marché mondial un instrument compétitif pour le capital nancier. La bourgeoisie avait été hostile à l'État dans sa lutte contre le mercantilisme économique et l'absolutisme politique [...]. Du moins en théorie, la vie économique devait être totalement libre vis-à-vis d'une intervention de l'État, l'État devait se limiter à exercer une action politique assurant la sécurité et l'instauration de l'égalité civil» (p. 423). «Son désir d'une politique expansionniste provoque toutefois un changement révolutionnaire dans la mentalité de la bourgeoisie. Elle cesse d'être pacifiste et humaniste » (p. 426). «Socialement parlant, l'expansion est une condition vitale pour la préservation d'une société capitaliste; économiquement parlant, c'est la condition du maintien et de l'augmentation momentanés du taux de profit» (p. 470).

perspective menaçante de demeurer à tout jamais superflus et parasites. Elle sauva la bourgeoisie des conséquences de la distribution inégalitaire et régénéra son concept de propriété à une époque où la richesse ne pouvait plus servir de facteur de production à l'intérieur de la structure nationale, et où elle était entrée en conflit avec l'idéal de production de l'ensemble de la communauté.

Plus ancien que la richesse superflue, il y avait cet autre sous-produit de la production capitaliste: les déchets humains que chaque crise, succédant invariablement à chaque période de croissance industrielle, éliminait en permanence de la société productive. Les hommes devenus des oisifs permanents étaient aussi superflus par rapport à la communauté que les détenteurs de la richesse superflue. Tout au long du XIXe siècle, on avait dénoncé la véritable menace que ces hommes faisaient peser sur la société, et leur exportation avait contribué à peupler les dominions du Canada et de l'Australie aussi bien que les États-Unis. L'élément nouveau, à l'ère impérialiste, est que ces deux forces superflues, l'argent superflu et la main-d'œuvre superflue, se sont donné la main pour quitter ensemble le pays. Le concept d'expansion - exportation du pouvoir gouvernemental et annexion de tout territoire où les nationaux avaient investi soit leur argent soit leur travail - semblait être la seule alternative à des pertes de plus en plus lourdes en argent et en hommes. L'impérialisme et sa notion d'expansion illimitée semblaient offrir un remède permanent à un mal permanent⁵¹. Ironie du sort, le pays où la richesse superflue et les hommes superflus se trouvèrent réunis pour la première fois était lui-même en passe de devenir superflu. L'Afrique du Sud était une possession

⁵¹ Ces motifs étaient particulièrement clairs dans l'impérialisme allemand. Parmi les premières activités de l'Alldeutscher Verband (fondé en 1891), on voit les efforts déployés pour empêcher les émigrants allemands de changer de citoyenneté, le premier discours impérialiste de Guillaume II, prononcé à l'occasion du 25e anniversaire de la fondation du Reich, comportait le passage suivant, typique: «L'empire allemand est devenu un empire mondial. Partout vivent des milliers de nos compatriotes, en de lointains endroits de la terre [...]. Messieurs, c'est votre devoir solennel de m'aider à unir cet immense

britannique depuis le début du siècle parce qu'elle assurait la route maritime des Indes. Cependant l'ouverture du canal de Suez, et la conquête administrative de l'Égypte qui en découla, privèrent bientôt d'une grande part de son importance le vieux comptoir commercial du Cap. Les Britanniques se seraient alors vraisemblablement retirés d'Afrique, tout comme l'avaient fait les autres nations européennes une fois liquidés leurs biens et leur commerce en Inde.

L'ironie particulière et, en un sens, la circonstance symbolique qui firent de manière inattendue de l'Afrique du Sud «le berceau de l'impérialisme⁵² », tiennent à la nature même de son soudain attrait alors qu'elle avait perdu toute valeur pour l'empire proprement dit: on y découvrit des gisements de diamants dans les années 1870, et d'importantes mines d'or dans les années 1880. La soif nouvelle du profit à tout prix coïncidait pour la première fois avec la vieille course au trésor. Prospecteurs, aventuriers et déchets des grandes villes émigrèrent vers le continent noir de concert avec le capital des pays industriellement développés. Désormais la populace, engendrée par la monstrueuse accumulation du capital, accompagnait ce qui l'avait engendrée, dans ces voyages de découverte où rien n'était découvert hormis de nouvelles possibilités d'investissement. Les détenteurs de la richesse superflue étaient les seuls hommes susceptibles de se servir des hommes superflus accourant des quatre coins de la planète. Ils établirent ensemble le premier paradis des parasites, dont l'or était le principe vital. L'impérialisme, produit de l'argent superflu et des hommes superflus, commença son extraordinaire carrière en produisant les biens les plus superflus et les plus irréels qui soient.

empire allemand à notre pays natal.” Comparer également avec les propos de James Anthouy Froude reproduits en note 10 du présent chapitre.

⁵² Edward Herbert Dance, *The Victorian Illusion*, 1928 p. 164: «L’Afrique qui ne figurait ni dans l’histoire de la Saxonité ni chez les philosophes professionnels de l’histoire impériale, est devenue le berceau de l’impérialisme britannique. »

On peut encore se demander si la panacée de l'expansion aurait inspiré une telle tentation aux non-impérialistes si elle avait proposé ses dangereuses solutions aux seules forces superflues qui, de toute façon, étaient déjà sorties du corps constitué de la nation. La complicité de tous les groupes parlementaires en faveur des programmes impérialistes est un fait notoire. L'histoire du parti travailliste britannique est à cet égard une chaîne pratiquement ininterrompue de justifications de la précoce prédiction de Cecil Rhodes: « Les travailleurs découvrent qu'en dépit de l'immense attachement que leur témoignent les Américains et des sentiments extrêmement fraternels qu'ils se vouent réciproquement en ce moment même, ceux-ci interdisent toutefois leurs produits. Les travailleurs s'aperçoivent aussi que la Russie, la France et l'Allemagne font localement de même, et ils voient que s'ils n'y prennent pas garde, il n'y aura plus pour eux un seul endroit au monde avec lequel faire du commerce. Voilà pourquoi les travailleurs sont devenus impérialistes, et pourquoi le parti libéral les suit⁵³. » En Allemagne, les libéraux (et non le parti conservateur) ont été les véritables promoteurs de cette fameuse politique navale qui devait peser si lourd dans le déchaînement de la Première Guerre mondiale⁵⁴. Le parti socialiste hésitait entre un soutien actif à la politique navale des impérialistes (il vota à plusieurs reprises des crédits pour la création d'une marine de guerre allemande après 1906) et un total mépris vis-à-vis de toute préoccupation de politique étrangère. Les mises en garde isolées contre le *Lumpen-proletariat* et la possibilité de corrompre certaines fractions de la classe ouvrière par les miettes du banquet impérialiste ne conduisirent pas à une meilleure compréhension de la fascination qu'exerçaient les

⁵³ Tiré de *Sarah Gertrude Millin*, Rhodes

⁵⁴ «C'étaient les libéraux, et non la droite parlementaire, qui soutenaient la politique navale.» Alfred von Tirpitz, *Erinnerungen*, 1920. Voir également Daniel Frymann (pseudonyme de Heinrich Class), *Wenn ich der Kaiser wäre...*, 1912: «Le véritable parti impérial, c'est le parti national libéral.» Daniel Frymann, l'une des figures de proue du chauvinisme allemand au cours de la Première Guerre mondiale, ajoute même à propos des conservateurs: «La réserve des milieux conservateurs à l'égard des doctrines raciales est également à noter.»

programmes impérialistes sur les hommes de troupe du parti. En termes marxistes, le phénomène nouveau d'une alliance entre les masses et le capital semblait tellement contre nature, si manifestement en désaccord avec la doctrine de la lutte des classes, que les réels dangers de l'ambition impérialiste - diviser l'humanité en races de maîtres et races d'esclaves, en races supérieures et inférieures, en hommes blancs et en peuples de couleur, autant de distinctions qui étaient en fait des tentatives pour unifier le peuple en se fondant sur la populace - passèrent totalement inaperçus. Même l'effondrement de la solidarité internationale, lorsque éclata la Première Guerre mondiale, ne parvint pas à troubler la béatitude des socialistes ni leur foi dans le prolétariat en tant que tel. Les socialistes en étaient encore à étudier les lois économiques de l'impérialisme alors que les impérialistes avaient pour leur part cessé depuis longtemps de leur obéir: dans les pays outre-mer, ces lois avaient été sacrifiées au «facteur impérial» ou au «facteur de race», et seuls une poignée de messieurs d'un certain âge appartenant à la haute finance croyaient encore aux droits inaliénables du taux de profit. L'étrange faiblesse de l'opposition populaire à l'impérialisme, les nombreuses incohérences et les manquements brutaux à leurs promesses d'hommes d'État libéraux fréquemment taxés d'opportunisme et d'escroquerie, ont d'autres causes plus profondes. Ni l'opportunisme ni l'escroquerie n'auraient pu persuader un homme comme Gladstone, leader du parti libéral, de manquer à sa promesse d'évacuer l'Égypte lorsqu'il deviendrait Premier ministre. Sans en avoir nettement conscience, ces hommes partageaient avec le peuple la conviction que le corps national lui-même était si profondément scindé en classes et que la lutte des classes était une caractéristique si universelle de la vie politique moderne que la cohésion même de la nation était en péril. Là encore, l'expansion apparaissait comme une planche de salut, dès lors et aussi longtemps qu'elle serait capable de susciter un intérêt commun pour la nation dans son intégralité; c'est principalement pour cette raison que les impérialistes

purent devenir les « parasites du patriotisme⁵⁵ ». Pour une part, évidemment, ces espérances s'apparentaient encore à la vieille et perverse pratique consistant à « cicatriser » les conflits intérieurs au moyen d'aventures lointaines. Pourtant la différence est nette. Les aventures sont, par leur nature même, limitées dans le temps et dans l'espace; elles peuvent réussir à surmonter momentanément les conflits, bien qu'en règle générale elles échouent et tendent plutôt à les aviver. L'aventure impérialiste de l'expansion était apparue d'emblée comme une solution éternelle, parce qu'on croyait cette expansion illimitée. Du reste, l'impérialisme n'était pas une aventure au sens habituel du terme, car il s'appuyait moins sur les slogans nationalistes que sur la base apparemment solide des intérêts économiques. Dans une société d'intérêts contradictoires, où le bien commun était identifié à la somme globale des intérêts individuels, l'expansion semblait, elle, pouvoir représenter un intérêt commun pour la nation tout entière. Comme les classes possédantes et dominantes avaient convaincu tout le monde que l'intérêt économique et la passion de la propriété confèrent une base raisonnable au corps politique, même les hommes d'État non impérialistes se laissèrent aisément persuader d'applaudir lorsqu'un intérêt économique commun se profilait à l'horizon.

Voilà donc les raisons qui ont amené le nationalisme à nourrir un tel penchant envers l'impérialisme, en dépit des contradictions internes entre les deux principes⁵⁶. Moins les nations étaient aptes à incorporer les peuples étrangers (ce qui allait contre la constitution de leur propre corps politique), plus elles étaient tentées de les opprimer. En théorie, un abîme sépare le nationalisme de l'impérialisme; dans la pratique, cet abîme peut être franchi, et il l'a été, par le nationalisme tribal et le racisme brutal. Dès le début, et dans

⁵⁵ John Atkinson Hobson, *Imperialism*, p. 61.

⁵⁶ John Atkinson Hobson (*Imperialism*), fut le premier à discerner l'opposition fondamentale entre l'impérialisme et le nationalisme ainsi que la tendance du nationalisme à devenir impérialiste. Il considérait l'impérialisme comme une perversion du nationalisme « dans laquelle les nations transforment la rivalité saine et stimulante entre divers types nationaux en une lutte à mort entre empires concurrents » (P 9).

tous les pays, les impérialistes déclarèrent bien haut et à qui voulait les entendre qu'ils se situaient «au-delà des partis », et ils furent les seuls à parler au nom de la nation dans son ensemble. Cela était particulièrement vrai des pays d'Europe centrale et orientale, qui avaient peu ou pas de comptoirs outre-mer; dans ces pays, l'alliance entre la populace et le capital s'effectuait sur place et souffrait d'autant plus fortement des institutions nationales et de tous les partis nationaux (qu'elle attaquait beaucoup plus violemment⁵⁷. L'indifférence méprisante des politiciens impérialistes à l'égard des questions intérieures était partout évidente, particulièrement en Angleterre. Tandis que l'influence des «partis au-dessus des partis» comme la Primrose League demeurait secondaire, c'est principalement à cause de l'impérialisme que le système bipartite dégénéra en système des *Front Benches*⁵⁸, ce qui aboutit à une « diminution du pouvoir de l'opposition » au Parlement et à une augmentation du « pouvoir du cabinet au détriment de la Chambre des communes⁵⁹ ». Bien entendu, on présentait aussi cette situation comme une politique dépassant la guerre des partis et des intérêts individuels, et les acteurs en étaient des hommes qui affirmaient parler au nom de la nation tout entière. Comment un tel langage n'aurait-il pas séduit et abusé ceux qui, précisément, conservaient encore une étincelle d'idéalisme politique ? La clameur unitaire ressemblait exactement aux cris de bataille qui, depuis toujours, avaient conduit les peuples à la guerre; et pourtant personne ne sut déceler dans ce recours universel et permanent à l'unité le germe d'une guerre universelle et permanente.

⁵⁷ Voir le chap. VII.

⁵⁸ NdE. Front Bench: littéralement banc de devant. En Grande-Bretagne, premier banc au Parlement où siègent les membres du Shadow Cabinet, ou Cabmet fantôme, qui regroupe les ministres du parti d'opposition, face aux bancs où siègent les membres du cabinet au pouvoir

⁵⁹ NdE. Front Bench: littéralement banc de devant. En Grande-Bretagne, premier banc au Parlement où siègent les membres du Shadow Cabinet, ou Cabmet fantôme, qui regroupe les ministres du parti d'opposition, face aux bancs où siègent les membres du cabinet au pouvoir

Les fonctionnaires s'engagèrent plus activement que tous les autres groupes dans le courant impérialiste et furent les principaux responsables de la confusion entre impérialisme et nationalisme. Les Etats nations avaient créé une administration en tant que corps permanent de fonctionnaires remplissant leur rôle sans tenir compte des intérêts de classe ni des changements de gouvernement, et ils s'appuyaient sur eux. Leur honneur et leur amour propre professionnels - surtout en Angleterre et en Allemagne - venaient de ce qu'ils étaient les serviteurs de la nation en tant que telle. Seul leur groupe avait directement intérêt à soutenir la revendication fondamentale de l'État à l'indépendance vis-à-vis des classes et des factions. Que l'autorité de l'État nation lui-même dépendît largement de l'indépendance économique et de la neutralité politique de ses fonctionnaires semble aujourd'hui évident; le déclin des nations a invariablement commencé avec la corruption de leurs administrations permanentes et avec la conviction générale que les fonctionnaires sont à la solde non de l'Etat, mais des classes possédantes. À la fin du siècle, celles-ci avaient acquis une telle prépondérance qu'il eût été pour ainsi dire ridicule de la part d'un agent de l'État de s'entêter à prétendre servir la nation. La division en classes les excluait du corps social et les contraignait à former une clique à part. Dans les administrations coloniales, ils échappaient à la véritable désintégration du corps national. En gouvernant les peuples étrangers de lointains pays, il leur était beaucoup plus facile de se prétendre les héroïques serviteurs de la nation - « eux qui, par les services rendus, avaient glorifié la race britannique⁶⁰ » - que s'ils étaient restés en Angleterre. Les colonies n'étaient plus simplement « une grande organisation de détente en plein air pour les classes supérieures », ainsi que James Mill pouvait encore les décrire; elles allaient devenir l'ossature même du nationalisme britannique, qui découvrit dans la domination de pays lointains et dans le gouvernement de peuples étrangers le seul moyen de servir les intérêts britanniques et rien qu'eux. L'administration

⁶⁰ Lord Curzon, lors de l'inauguration de la plaque commémorative érigée à la mémoire de lord Cromer.

croyait en fait que « le génie particulier d'une nation ne se dévoile jamais plus clairement que dans sa manière de traiter les races assujetties⁶¹ ».

En vérité, c'est seulement une fois loin de son pays qu'un citoyen d'Angleterre, d'Allemagne ou de France pouvait réellement n'être rien d'autre qu'anglais, allemand ou français. Dans son propre pays, il était tellement englué dans des questions d'intérêt économique ou de loyalisme vis-à-vis de la société qu'il se sentait plus proche d'un membre de sa propre classe en pays étranger que d'un homme d'une autre classe dans son propre pays. L'expansion régénéra le nationalisme, et fut accueillie par conséquent comme un instrument de la politique nationale. Les membres des nouvelles sociétés coloniales et des ligues impérialistes se sentaient « bien au-dessus de la lutte entre partis », et plus ils allaient s'expatrier loin, plus s'enracinait leur conviction de « ne représenter qu'un intérêt national⁶² ». Cela montre bien la situation désespérée des nations européennes avant l'impérialisme, à quel point leurs institutions s'étaient affaiblies, et la désuétude de leur système social face à la capacité grandissante de l'homme à produire. Les expédients utilisés étaient eux aussi désespérés, et finalement le remède se révéla pire que le mal - que, d'ailleurs, il ne sut pas guérir.

Il faut s'attendre à trouver l'alliance entre le capital et la populace à l'origine de toute politique impérialiste de quelque importance. Dans certains pays, surtout la Grande-Bretagne, cette nouvelle alliance entre les beaucoup trop riches et les beaucoup trop pauvres était et demeura limitée aux possessions outre-mer. La prétendue hypocrisie des politiques britanniques fut le résultat du bon sens des hommes d'État qui avaient marqué

Voir Lawrence J. Zetland, Lord Cromer, 1932, p. 362.

⁶¹ Sir Hesketh Bell, *Foreign Colonial Administration in the Far East, Ire partie*, p. 300. *Le même sentiment animait l'administration coloniale néerlandaise. "C'est la tâche la plus élevée, une tâche sans précédent, celle qui attend le fonctionnaire du service administratif de l'Inde orientale [...] Il doit considérer comme un honneur insigne de pouvoir servir dans ses rangs [...] ce corps d'élite qui remplit la mission de la Hollande par-delà les mers." Voir Kat Angelino, Colonial Policy, 1931, II, p. 129.*

très nettement la limite entre les méthodes coloniales et la politique intérieure normale, évitant de la sorte, et avec un succès considérable, l'effet en retour tant redouté de l'impérialisme sur la métropole. Dans d'autres pays, principalement en Allemagne et en Autriche, l'alliance prit la forme, à l'intérieur, de mouvements annexionnistes, et à un degré moindre, en France, d'une politique dite « coloniale ». Ces « mouvements » avaient pour but d'impérialiser, pour ainsi dire, la nation tout entière (et pas seulement sa frange « superflue »), de combiner politique intérieure et politique étrangère de manière à organiser la nation à seule fin de mieux rançonner les territoires étrangers et d'avilir en permanence leurs peuples étrangers.

L'émergence de la populace au sein même de l'organisation capitaliste a été observée très tôt par tous les grands historiens du XIX^e siècle, qui notaient soigneusement et anxieusement son développement. Le pessimisme historique, de Burckhardt à Spengler, découle essentiellement de ce constat. Mais les historiens, tristement préoccupés par le phénomène en soi, échouèrent à saisir que l'on ne pouvait identifier cette populace avec la classe ouvrière grandissante, ni avec le peuple pris dans son ensemble, mais qu'elle se composait en fait des déchets de toutes les classes. Sa composition donnait à croire que la populace et ses représentants avaient aboli les différences de classe et que ces individus, qui se tenaient en dehors de la nation divisée en classes, étaient le peuple lui-même (la *Volksgemeinschaft* comme les appelaient les nazis) plutôt que sa déformation et sa caricature. Les tenants du pessimisme historique comprenaient l'irresponsabilité fondamentale de cette nouvelle couche sociale; ils avaient également raison de prévoir l'éventualité que la démocratie se transforme en un despotisme dont les tyrans seraient issus de la populace et s'appuieraient sur elle. Ce qu'ils ne parvenaient pas à comprendre, c'est que la populace est non seulement le rebut mais aussi le sous-produit de la société

⁶² *Le président des Kolonialverein allemands, Hohenlohe-Langenburg, en 1884. Voir Mary E.*

bourgeoise, qu'elle est directement produite par elle et qu'on ne peut, par conséquent, l'en séparer tout à fait. C'est pourquoi ils ne surent pas remarquer l'admiration grandissante de la haute société à l'égard du monde des bas fonds, qui traverse en filigrane tout le XIXe siècle, sa dérobade, pas à pas, devant toute considération morale, et son goût croissant pour le cynisme anarchiste de sa progéniture. Au tournant du siècle, l'affaire Dreyfus révéla que les bas fonds et la haute société étaient, en France, si étroitement liés qu'il devenait bien difficile de situer l'un quelconque des «héros» parmi les anti-dreyfusards de l'une ou l'autre catégorie.

Ce sentiment de complicité, cette réunion du géniteur et de sa progéniture, dont les romans de Balzac ont donné une peinture déjà classique, sont à mettre ici à l'origine de toute considération économique, politique ou sociale, et rappellent les traits psychologiques de ce nouveau type d'homme occidental que Hobbes avait définis trois siècles plus tôt. Mais, il est vrai, c'est essentiellement grâce à la clairvoyance acquise par la bourgeoisie au cours des crises et dépressions qui précédèrent l'impérialisme que la haute société avait fini par admettre qu'elle était prête à accepter le retournement révolutionnaire des valeurs morales que le «réalisme» de Hobbes avait proposé, et qui était de nouveau proposé, cette fois, par la populace et ses meneurs. Le seul fait que le «péché originel» d'« accumulation originelle du capital» allait rendre indispensables des péchés supplémentaires, afin de permettre le fonctionnement du système, persuadait beaucoup plus efficacement la bourgeoisie de se débarrasser des contraintes de la tradition occidentale que n'auraient pu le faire, au demeurant, son philosophe ou ses bas-fonds. C'est ainsi que la bourgeoisie allemande finit par jeter bas le masque de l'hypocrisie et par avouer ouvertement ses liens avec la populace, en demandant à celle-ci de se faire le champion de ses intérêts de propriété.

Il est significatif que ce phénomène se soit produit en Allemagne. En Angleterre et en Hollande, le développement de la société bourgeoise avait progressé assez paisiblement et la bourgeoisie de ces pays put jouir de plusieurs siècles de sécurité en ignorant la peur. Cependant, en France, son essor fut interrompu par une grande révolution populaire dont les conséquences vinrent contrecarrer la suprématie béate de la bourgeoisie. En Allemagne, où la bourgeoisie dut attendre la seconde moitié du XIXe siècle pour atteindre à son plein épanouissement, son essor s'accompagna d'emblée du développement d'un mouvement révolutionnaire ouvrier de tradition pratiquement aussi ancienne que la sienne. Il allait de soi que plus la classe bourgeoise se sentait menacée au sein de son propre pays, plus elle était tentée de déposer le lourd fardeau de l'hypocrisie. En France, les affinités de la haute société avec la populace surgirent au grand jour plus tôt qu'en Allemagne, mais, en fin de compte, elles devinrent aussi fortes dans l'un et l'autre pays. Du fait de sa tradition révolutionnaire et d'une industrialisation encore faiblement développée, la France produisait toutefois une populace relativement peu nombreuse, si bien que sa bourgeoisie finit par se voir contrainte de chercher appui au-delà de ses frontières et de s'allier avec l'Allemagne de Hitler.

Quelle que soit la nature précise de la longue évolution historique de la bourgeoisie dans les divers pays d'Europe, les principes politiques de la populace, tels qu'ils apparaissent dans les idéologies impérialistes et les mouvements totalitaires, trahissent une affinité étonnamment forte avec le comportement politique de la société bourgeoise quand celui-ci est exempt de toute hypocrisie et de toute concession à la tradition chrétienne. Ce qui, dans une période plus récente, a rendu les attitudes nihilistes de la populace si attirantes, intellectuellement, aux yeux de la bourgeoisie est une relation de principe qui va bien au-delà de la naissance de la populace proprement dite. En d'autres termes, la disparité entre cause et effet, qui a caractérisé la naissance de l'impérialisme, a ses raisons d'être. L'occasion – une richesse superflue créée par un excès d'accumulation et qui avait besoin de l'aide de la populace pour trouver un investissement à la fois sûr et rentable - a

déclenché une force qui avait toujours existé dans la structure de base de la société bourgeoise, bien qu'elle fût jusqu'alors dissimulée par de plus nobles traditions et par cette bienheureuse hypocrisie dont La Rochefoucauld disait qu'elle est l'hommage du vice à la vertu. En même temps, une politique du pouvoir totalement dépourvue de principes ne pouvait s'exercer qu'à partir du moment où il se trouvait une masse de gens, eux-mêmes totalement dépourvus de principes, si importants en nombre qu'ils dépassaient la capacité de l'État et de la société à les prendre en charge. Le fait que, seuls des politiciens impérialistes pouvaient utiliser cette populace, et que seules des doctrines raciales pouvaient séduire celle-ci porte à croire qu'il n'y avait que l'impérialisme pour régler les graves problèmes intérieurs, sociaux et économiques, des temps modernes. La philosophie de Hobbes, il est vrai, ne contient rien des doctrines raciales modernes, qui non seulement excitent la populace mais qui, dans leur forme totalitaire, dessinent très clairement les traits d'une organisation grâce à laquelle l'humanité pourrait mener à bien le processus perpétuel d'accumulation du capital et du pouvoir jusqu'à son terme logique: l'autodestruction. Du moins Hobbes a-t-il donné à la pensée politique le préalable à toute doctrine raciale, c'est-à-dire l'exclusion a priori de l'idée d'humanité qui constitue la seule idée régulatrice en termes de droit international. En partant du principe que la politique étrangère se situe nécessairement hors du contrat humain, qu'elle s'exprime par une guerre perpétuelle de tous contre tous, ce qui est la loi de «l'état de nature», Hobbes apporte le meilleur fondement théorique possible à ces idéologies naturalistes qui maintiennent les nations à l'état de tribus, séparées par nature les unes des autres, sans nul contact possible, inconscientes de la solidarité humaine et n'ayant en commun que l'instinct de conservation que l'homme partage avec le monde animal. Si l'idée d'humanité, dont le symbole le plus décisif est l'origine commune de l'espèce humaine, n'a plus cours, alors rien n'est plus plausible qu'une théorie selon laquelle les races brunes, jaunes et noires descendent de quelque espèce de singes différente de celle de la race blanche, et qu'elles sont toutes distinctes par nature à se faire la guerre jusqu'à

disparaître de la surface du globe. S'il devait se révéler exact que nous sommes emprisonnés dans ce processus perpétuel d'accumulation du pouvoir conçu par Hobbes, alors l'organisation de la populace prendra inévitablement la forme d'une transformation des nations en races, car il n'existe, dans les conditions d'une société d'accumulation, aucun autre lien unificateur possible entre des individus qui, du fait même du processus d'accumulation du pouvoir et d'expansion, sont en train de perdre toutes les relations qui par nature les unissent à leurs semblables. Le racisme peut conduire le monde occidental à sa perte et, par suite, la civilisation humaine tout entière. Quand les Russes seront devenus des Slaves, quand les Français auront assumé le rôle de chefs d'une *force noire**, quand les Anglais se seront changés en « hommes blancs », comme déjà, par un désastreux sortilège, tous les Allemands sont devenus des Aryens, alors ce changement signifiera lui-même la fin de l'homme occidental. Peu importe ce que des scientifiques chevronnés peuvent avancer: la race est, politiquement parlant, non pas le début de l'humanité mais sa fin, non pas l'origine des peuples mais leur déchéance, non pas la naissance naturelle de l'homme mais sa mort contre nature.